

# **INSTITUT REGIONAL DES SOURDS ET DES AVEUGLES DE MARSEILLE – IRSAM**

Association régie par la Loi du 1er juillet 1901

1 rue Vauvenargues

13007 Marseille

---

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

## INSTITUT REGIONAL DES SOURDS ET DES AVEUGLES DE MARSEILLE – IRSAM

Association régie par la Loi du 1er juillet 1901

1 rue Vauvenargues

13007 Marseille

---

### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

---

À l'assemblée générale de l'association IRSAM,

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association IRSAM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## Fondement de l'opinion

### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

### Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille, le 26 juin 2024

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Jean-Claude MARTY



# **COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 Décembre 2023**

BILAN (€)

COMPTE DE RESULTAT (€)

ANNEXE (€)

## BILAN ACTIF (€)

	Exercice clos le 31/12/2023			31/12/2022 (€)
	Brut	Amort & prov	Net	Net
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Autres immobilisations incorporelles	740 906	657 548	83 358	109 233
Donations temporaires d'usufruit				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains et agencements	4 081 384	299 677	3 781 707	3 784 791
Constructions	65 391 606	34 117 625	31 273 981	27 774 678
Installations techniques, matériel et outillage	5 320 295	4 464 305	855 990	923 581
Autres immobilisations corporelles	35 692 312	21 980 797	13 711 515	12 580 184
Immobilisations en cours	8 066 428	0	8 066 428	5 857 939
Avances et acomptes/immob corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0		0	120 000
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Participation et créances rattachées...	2 544 255	0	2 544 255	2 541 755
Autres titres immobilisés	721 223	0	721 223	717 908
Prêts	124 671	0	124 671	124 671
Autres immobilisations financières	101 281	0	101 281	94 134
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>122 784 361</b>	<b>61 519 952</b>	<b>61 264 409</b>	<b>54 628 874</b>
<b>STOCKS ET EN COURS</b>				
Matières premières, approvisionnements	0	0	0	0
Avances et acomptes versés sur commande	59 949		59 949	139 933
<b>CREANCES</b>				
Clients et comptes rattachés	4 243 583	54 659	4 188 925	2 121 697
Créances reçues par legs ou donations	33 952		33 952	10 082
Autres créances	4 044 287		4 044 287	6 710 663
<b>TRESORERIE</b>				
Valeurs mobilières de placement	34 692 456		34 692 456	36 030 202
Disponibilités	15 448 611		15 448 611	18 639 644
<b>CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</b>	160 252		160 252	113 630
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>58 683 090</b>	<b>54 659</b>	<b>58 628 432</b>	<b>63 765 851</b>
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion Actif				
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>181 467 451</b>	<b>61 574 611</b>	<b>119 892 841</b>	<b>118 394 725</b>

## BILAN PASSIF (€)

	31/12/2023 (€)	31/12/2022 (€)
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>	10 472 864	10 472 864
- Fonds propres statutaires	1 591 901	1 591 901
- Fonds propres complémentaires	8 880 963	8 880 963
Fonds propres avec droit de reprise		
- Fonds statutaires		
- Fonds propres complémentaires		
Fonds associatifs		
<b>Ecart de réévaluation libre</b>	347 998	347 998
<b>Réserves pour projet de l'entité</b>	24 607 688	22 574 632
Dont activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée	24 607 688	22 574 632
<b>Autres réserves</b>	11 786 914	11 617 761
Dont activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée	463 334	294 237
<b>Report à nouveau</b>	4 923 023	4 831 267
Dont activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée	3 541 927	3 450 167
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>2 399 363</b>	<b>2 293 964</b>
Dont activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée	1 965 137	2 243 733
<b>Situation nette</b>	<b>54 537 850</b>	<b>52 138 486</b>
Subventions d'investissement	8 120 811	8 391 947
Provisions réglementées	37 500	37 500
<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>62 696 161</b>	<b>60 567 933</b>
Fonds reportés liés aux legs ou donations	33 952	130 082
Fonds dédiés	30 588 341	29 449 800
<b>TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES</b>	<b>30 622 293</b>	<b>29 579 882</b>
Provisions pour risques et charges	3 212 517	3 962 327
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>3 212 517</b>	<b>3 962 327</b>
<b>DETTES FINANCIERES</b>		
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de crédit	6 460 763	7 185 034
Emprunts et dettes financières diverses	4 713	4 713
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Redevables créditeurs	0	0
<b>DETTES DE FONCTIONNEMENT</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 984 449	3 174 577
Dettes des legs ou donations	0	0
Dettes fiscales et sociales	8 804 391	9 241 631
<b>DETTES DIVERSES</b>		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 255 598	1 844 667
Autres dettes	1 574 796	1 511 865
<b>PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</b>	1 277 158	1 322 092
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>23 361 868</b>	<b>24 284 579</b>
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>		
Ecart de conversion passif		
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>119 892 841</b>	<b>118 394 725</b>



## COMPTE DE RESULTAT (€)

	31/12/2023 (€)	31/12/2022 (€)
Produits des tiers financeurs		
- Concours publics	78 232 556	74 779 855
Contributions financières Agence Régionale de Santé	59 492 287	56 495 110
Contributions financières Conseil Départemental	18 740 269	18 284 745
- Subvention d'exploitation	1 672 452	1 424 776
Contributions financières Agence Régionale de Santé	84 744	19 000
Contributions financières Conseil Départemental	528 778	557 809
Autres (Agefiph, APHM, CNSA...)	1 058 930	847 967
Ressources liées à la générosité du public		
- Dons manuels	52 562	34 820
- Mécénats	2 000	0
- Legs, donations et assurances vie	23 871	1 128 836
Contributions financières	688 466	674 931
Autres prestations de services	58 050	0
Produits des activités annexes	0	155 875
Reprises de provisions	400 645	598 858
Transfert de charges	1 427 296	1 311 387
Utilisations des fonds dédiés	2 590 339	2 043 947
Autres produits	581 199	310 197
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>85 729 437</b>	<b>82 463 482</b>
Achats matières premières et autres approv.	-2 158 480	-2 180 324
Variation de stock	0	0
Autres achats et charges externes	-16 184 107	-15 367 582
Impôts, taxes et versements assimilés	-3 625 635	-3 414 051
Salaires et traitements	-38 769 899	-37 184 629
Charges sociales	-15 601 271	-14 680 124
Dotations aux amortissements et provisions	-4 747 908	-4 950 251
Reports en fonds dédiés	-3 632 750	-3 576 316
Autres charges	- 9 402	- 24 878
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>-84 729 452</b>	<b>-81 378 155</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>999 985</b>	<b>1 085 327</b>
Produits financiers	789 153	642 265
Reprises de provisions et transfert de charges	29 931	0
Produits nets t/cession VMP	6 979	347
Charges financières	- 202 757	- 162 709
Ch net/cession VMP	- 443	- 714
Dotations aux amortissements et provisions	0	- 29 931
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>622 863</b>	<b>449 258</b>
Produits exceptionnels	377 961	1 609 401
Reprises de provisions et transfert de charges	593 260	29 575
Charges exceptionnelles	- 47 316	- 794 777
Dotations aux amortissements et provisions	- 30 000	0
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>893 903</b>	<b>844 199</b>
<b>IMPOT SUR LES BENEFICES</b>	<b>- 117 385</b>	<b>- 84 822</b>
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>87 526 718</b>	<b>84 745 072</b>
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>85 127 355</b>	<b>82 451 108</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>2 399 363</b>	<b>2 293 964</b>
<i>Dont activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>1 965 137</i>	<i>2 243 733</i>

## **ANNEXE**

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2023 dont le total est de 119.892.841 € et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de 87.526.718 € et le résultat de + 2.399.363 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 30 mai 2024 et sont présentés en Euros (€).

## **1. NATURE DE L'ACTIVITE**

Créée en 1858 à Marseille, à l'initiative du Père Dassy et développée à son origine par la Congrégation Religieuse des Sœurs Marie Immaculée, l'association IRSAM est une association Loi 1901 Reconnue d'Utilité Publique, appartenant au secteur médico-social.

Elle accompagne des enfants et adultes en situation de handicap présentant majoritairement une déficience sensorielle, mais également une déficience intellectuelle ou des troubles de la communication (dont troubles du Spectre autistique - TSA) dans des établissements spécialisés, dans des centres d'apprentissage et de formation ou en milieu inclusif

De dimension multirégionale, l'Association IRSAM est implantée en Provence Alpes Côte d'Azur (Marseille et Nice), Auvergne-Rhône Alpes (Lyon) et Outre-Mer (Réunion). Elle gère 39 établissements, dispositifs ou services pour enfants et adultes.

L'Association IRSAM accueille 2 400 enfants, adolescents, adultes et adultes vieillissants et emploie plus de 1 000 salariés Etp. Son budget de fonctionnement totalise 80 M€ en 2023 réparti pour 45% sur La Réunion et 55% sur la Métropole mais également 30% sur le secteur adultes et 70% sur le secteur enfants.

Si depuis ses origines, il y a plus de 160 ans, le savoir-faire de l'IRSAM était centré sur l'accompagnement des personnes en situation de handicap sensoriel, aujourd'hui, l'Association souhaite mettre ses compétences au profit d'autres types de handicaps à l'instar de sa mobilisation depuis une quinzaine d'années sur d'autres champs, notamment celui des Troubles du Spectre Autistique et des Handicaps Rares.

Cet élargissement du périmètre historique de l'Association IRSAM prend racine dans la prise de conscience de l'évolution des profils et des besoins des publics accueillis au sein des structures médico-sociales gérées par l'Association, notamment pour les publics aux handicaps complexes. Ainsi, l'Association IRSAM a transformé une partie de son offre de prestations par la création d'établissements, de services ou de dispositifs en faisant évoluer ses autorisations ou en répondant à des appels à candidatures spécifiques. L'Association IRSAM inscrit son action et son évolution dans une approche inclusive adaptée aux souhaits et capacités des personnes et dans une pleine participation à la dynamique de parcours de chaque personne en situation de Handicap.

L'analyse financière détaillée des comptes arrêtés au 31/12/2023 est présentée dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration.

## **2. REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Depuis l'exercice 2011, en application des prescriptions comptables qui permettent la compensation des comptes bancaires situés dans une même banque, notamment dans le cas d'une gestion centralisée de

## **ASSOCIATION IRSAM**

Comptes annuels arrêtés le 31 décembre 2023

trésorerie, les soldes des comptes de trésorerie existants à la clôture de l'exercice, sont inscrits en valeur compensée (débit/crédit) à l'actif du bilan, sous la rubrique « Disponibilités ».

Certains reclassements ont été opérés sur l'exercice 2023 dans la présentation des bilan et compte de résultat à savoir :

### **A- Bilan**

Au passif : la ligne « Total des fonds reportés et dédiés » a été remontée au-dessus de la ligne « Total provisions »

### **B- Compte résultat**

#### **a/ Produits**

Les lignes « Reprises de provisions et Transfert de charges » ont été remontées au-dessus de la ligne « Utilisation des fonds dédiés ».

Une mention a été rajoutée sur le total des produits.

La ligne « Produits des activités annexes » a été ventilé sur les lignes « Autres prestations de services » et « Autres produits ».

#### **b/Charges**

La ligne « Dotations aux amortissements et provisions » a été remontée au-dessus de la ligne « Reports en fonds dédiés ».

Une mention a été rajoutée sur le total des charges.

Il est à préciser que les modifications de présentation ont aussi été opérées sur la colonne de l'exercice N-1 afin de faciliter la lecture des documents et sont sans impact sur le résultat de l'exercice 2022.

### **a/ - Plan comptable**

La comptabilité des établissements et services privés sociaux et médico-sociaux est établie sur la base de la M22 bis.

Les comptes annuels sont établis en application du Plan Comptable Général ANC 2014-03 ainsi que 2018-06 relatif aux comptes des personnes morales de droit privé à but non lucratif et 2019-04 applicables aux comptes des personnes morales de droit privé à but non lucratif gestionnaires d'établissements et services sociaux et médico-sociaux.

A compter de l'exercice 2022, en application de l'ANC n°2019-04, certaines mentions réglementaires ont été portées dans les comptes annuels et notamment :

- 1- Passif du Bilan de l'entité gestionnaire : le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentées séparément sur une ligne spécifique
- 2- Compte de résultat : l'entité gestionnaire fait apparaître distinctement la part de l'activité sociale et médico-sociale des postes suivants : concours publics et subvention d'exploitation ainsi que le résultat sous gestion contrôlée.

Ces nouvelles modalités de présentation des comptes annuels restent sans impact sur la détermination du résultat de l'exercice.

### **b/ - Régime de financement**

En application des règles de financement inhérentes aux Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens que l'Association a signé avec ses partenaires financiers, les établissements relevant d'un financement

## ASSOCIATION IRSAM

Comptes annuels arrêtés le 31 décembre 2023

Etat et/ou Conseil Départemental situés en Provence Alpes Côte d'Azur et à la Réunion sont financés sous le régime de la dotation globale et/ou du prix de journée globalisé. Ces modes de financement concernent en 2023 tous les établissements à l'exception du Foyer Clairefontaine qui demeure tarifé en prix de journée.

### c/ - Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent des logiciels amortis linéairement sur 3 ans.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production, à l'exception des immobilisations qui ont fait l'objet d'une réévaluation libre en 1958. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

En application du règlement n° 2014-03 relatif à l'amortissement et la dépréciation des actifs, à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, les amortissements des actifs immobilisés sont calculés sur la durée réelle d'utilisation des biens. De plus, les immobilisations sont inscrites en comptabilité par composants. Cette position est désormais intégrée dans la réglementation des établissements sociaux et médico-sociaux suite à l'avis CNC du 4 mai 2007. L'application de cette nouvelle législation avait conduit dès 2005, à rallonger la durée de vie de certains actifs, notamment immobiliers, et à constater un allègement de la dotation aux amortissements comptabilisée en comptes « sociaux ». Depuis 2007, ces modifications sont prises en compte directement dans les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux. En conséquence, sont comptabilisés en gestion propre :

- les retraitements intervenus sur les durées d'amortissement en 2005 et 2006
- le différentiel constaté sur les plus ou moins-values de cession d'immobilisation résultant d'un plan d'amortissement différent entre comptes sociaux et comptes consolidés. Aucun différentiel n'a été constaté en 2023.

En application de cette modification, les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue, soit :

2130	Constructions	50 à 80 ans
2135	Agencements et aménagements des constructions	15 à 40 ans
2181	Installations techniques	5 à 20 ans
2150	Matériel et outillage	4 à 10 ans
2182	Matériel de transport	5 ans
2183	Matériel de bureau	5 à 10 ans
2184	Mobilier	8 ans
2280	Matériel taxe d'apprentissage	3 à 10 ans

Depuis 2015 il a été comptabilisé, une dotation aux provisions pour dépréciation des immobilisations afférente à la moins-value prévisionnelle des bâtiments de la Rémusade qui sera constatée lors de la mise en œuvre du programme immobilier du site de Ruissatel/Garlaban. La provision constituée à cet effet, totalise 375 K€ en date du 31/12/2023.

### d/ - Immobilisations financières

## **ASSOCIATION IRSAM**

Comptes annuels arrêtés le 31 décembre 2023

D'un montant brut de 3.491 K€, elles concernent :

- Les *participations* qui intègrent des parts sociales pour 2,5 m€
- Les *autres titres immobilisés* qui correspondent aux placements issus de la gestion externalisée du Compte Epargne temps pour 721 K€. Pour mémoire, la dette sociale correspondante est inscrite au passif et réévaluée en fonction de l'évolution des rémunérations des salariés concernés.
- Les *prêts* qui se composent des contributions « Effort construction » versés sous forme de prêts pour 125 k€
- Le poste « *autres immobilisations financières* » qui comprend les cautions versées à hauteur de 101 k€ et notamment en corrélation avec celles payées en 2022 relatives à la prise à bail des locaux de Beth Seva à Lyon destinés à reloger les résidents du Foyer Clairefontaine durant la période des travaux de restructuration

### **e/ - Immobilisations en cours**

D'un montant brut de 8.066 K€, elles concernent différents projets immobiliers en cours, notamment pour :

- 6.979 k€ : Restructuration Clairefontaine
- 655 k€ : Construction bâtiment accueil de jour Cascavelles
- 217 k€ : réhabilitation de la Villa Saint Louis – Marseille
- 77 k€ : matériels informatiques en attente d'installation
- 138 k€ : travaux divers

### **f/ - Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Une analyse individuelle de chaque dossier est effectuée pour déterminer les raisons du non recouvrement des créances et le montant exact de la provision à constituer.

### **g/ - Valeurs mobilières de placement**

La valeur brute des VMP est constituée par le coût d'achat. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

### **h/ - Subventions d'investissement**

En application des dispositions du plan comptable associatif, les subventions d'investissement issus de ressources publiques attribuées pour le financement de moyens d'équipement sont amorties selon la même méthode et sur la même durée que les biens correspondants.

### **i/ - Provisions réglementées**

Dans le cadre de la modernisation des établissements sociaux et médico-sociaux, les autorités de tarification sont amenées à attribuer, sous forme de dotation budgétaire supplémentaire (dotation globale,

## **ASSOCIATION IRSAM**

Comptes annuels arrêtés le 31 décembre 2023

prix de journée, crédits non reconductibles...) des fonds destinés à financer de futures charges d'amortissement des acquisitions d'immobilisations.

Conformément aux nouvelles dispositions du plan comptable, ces provisions règlementées pour renouvellement des immobilisations ont été reclassées en fonds dédiés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

### **j/ - Fonds dédiés**

En application des prescriptions réglementaires applicables aux établissements du secteur sanitaire et social, la partie des ressources affectée par les organismes de tarification au financement de charges d'exploitation (formations...) et non encore utilisée à la clôture de l'exercice, est comptabilisée en fonds dédiés. Il en est de même pour les dotations budgétaires supplémentaires des autorités de tarification destinés à financer des charges d'amortissement des acquisitions d'immobilisations. Les reprises de fonds dédiés sur investissements sont effectuées au même rythme que les amortissements des immobilisations concernées.

### **k/ - Compte Epargne Temps**

Depuis 2013, l'Association a mis en place un Compte Epargne Temps, ouvert à l'ensemble des salariés de l'Association. La dette sociale relative à ce dispositif totalise à la clôture de l'exercice un encours de 1.069 K€, comptabilisé au passif du bilan sous la rubrique dettes sociales et fiscales.

### **l/ - Provision congés payés**

La dette pour provision congés payés au 31/12/2023 a été calculée en application de la nouvelle réglementation afférente en matière de congés payés (loi du 2024-364 du 22/04/2024). Les droits à congés payés acquis durant les périodes d'arrêt de travail pour maladie ont été provisionnés, pour un montant de 320 k€, comptabilisée en dettes sociales et fiscales.

### **m/ - Indemnités de départ à la retraite**

Les indemnités de départ à la retraite dues au personnel au jour de leur départ, ont été évaluées à la somme totale de 5.723 K€ : déduction faite de la provision pour indemnité retraite comptabilisée au passif du bilan pour 2.596 K€, l'engagement hors bilan représente une contrevaletur financière de 3.127 K€ en date du 31/12/2023. La dette a été ajustée au regard de la réforme gouvernementale qui a porté l'âge de départ à la retraite à 64 ans. Cet engagement a été chiffré en prenant en compte les hypothèses suivantes :

\* Age théorique de départ à la retraite : 64 ans

\* Indemnités de départ à la retraite pour les salariés relevant de la convention collective du 15 mars 1966

- . 1 mois de salaire au delà de 10 ans d'ancienneté
- . 3 mois de salaire au delà de 15 ans d'ancienneté
- . 6 mois de salaire au delà de 25 ans d'ancienneté

\*Indemnités de départ à la retraite pour les salariés relevant de la convention collective du 31 octobre 1951

- . 1 mois de salaire entre 10 et 14 ans d'ancienneté
- . 2 mois de salaire entre 15 et 19 ans d'ancienneté

## ASSOCIATION IRSAM

Comptes annuels arrêtés le 31 décembre 2023

- . 4 mois de salaire entre 20 et 24 ans d'ancienneté
- . 5 mois de salaire entre 25 et 29 ans d'ancienneté
- . 6 mois de salaire au-delà de 30 ans d'ancienneté

\* Coefficient de rotation

- . 50% en dessous de 30 ans
- . 75% entre 30 et 40 ans
- . 85% entre 40 et 50 ans
- . 95% entre 50 et 55 ans
- . 99% au-delà de 55 ans

\* Coefficient de mortalité : application des tables INSEE 2009/2011

\* Coefficient d'évolution des salaires : 1,50%

\* Coefficient de rendement des capitaux propres à LT : 3%

\* Taux de charges sociales : 52%

En complément, il est à noter que les indemnités retraite comptabilisées dans les comptes sociaux (2.596 K€) sont évaluées en fonction des départs prévus sur les 5 prochains exercices, cette période quinquennale correspondant à la durée des CPOM signés avec les autorités de Tutelle.

### **n/ - Contributions volontaires**

En application des nouvelles dispositions comptables, les contributions volontaires doivent être comptabilisées et valorisées si leur nature et leur importance sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité. Cependant, compte tenu du faible montant que représente le bénévolat au sein de l'IRSAM, soit 0,79 Etp pour une contre-valeur financière évaluée à 30 k€, il n'a pas été procédé à l'enregistrement comptable de ces contributions.

### **o/ - Dons et legs**

En application de la réglementation en vigueur, les legs ont été comptabilisés sur l'exercice 2023 en produits d'exploitation (24 k€).

### **p/ - Indemnités congréganistes**

L'IRSAM a pris l'engagement auprès de la Congrégation des Sœurs de Marie Immaculée de payer les indemnités congréganistes concernant ses membres qui ont œuvré pour le compte de l'Association à titre bénévole jusqu'en 1980. Le montant annuel des indemnités congréganistes représente en 2023 une charge de 71 K€.

### **q/ - Produits exceptionnels**

Un produit exceptionnel a été comptabilisé pour un montant de 564 k€, relatif à une reprise de provision pour risque fiscal (dégrèvement de TVA).

## **3. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES POUR DONNER UNE IMAGE FIDELE**

### **Faits marquants**

L'année 2023 a été marquée :



## **ASSOCIATION IRSAM**

Comptes annuels arrêtés le 31 décembre 2023

- par le renouvellement de nos Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM) pour les établissements suivants :

- Foyer Clairefontaine avec la Métropole GrandLyon pour la période 2023-2027
- Les Foyers Nénuphars, Ruissatel et FAM Garlaban avec le Conseil Départemental des Bouches du Rhône pour la période 2023-2027

Le renouvellement de contrat CPOM tripartite avec l'ARS Océan Indien et le Conseil Départemental de la Réunion a été renouvelé et signé en mars 2024.

Le CPOM signé avec l'ARS PACA arrive lui aussi à échéance en 2023. Il concerne les établissements IDV Arc en Ciel, IDA IRS de Provence, Mas les Chanterelles, les FAM Garlaban et Glycines. Il est en cours de renouvellement et devrait être signé avec l'ARS en 2024 pour la période 2024-2028.

Le CPOM de la Villa Apraxine (Foyer Bougainvilliers et FAM les Glycines) est en cours de renouvellement. Les négociations avec l'ARS et le Conseil Départemental initié en 2023 se poursuivent en 2024. Il devrait être signé en 2024 pour la période 2024-2028.

- A la Réunion, en novembre 2023, les établissements IES Ressource, CAMSPS Jacarandas, SAMSAH DV et CASE DV ont emménagé dans leurs nouveaux locaux du Pôle Sensoriel Sud situé à Saint Louis (coût de 6,1 m€ hors foncier).

Cet ensemble immobilier constitue un formidable outil de travail pour les professionnels de ces établissements qui disposent d'un plateau technique de qualité pour accompagner les enfants et adultes qui sont accueillis sur ce Pôle.

### **Evènements post clôture**

- L'IRSAM a repris en gestion le SAFEP 84 situé à Avignon. Par arrêté n° DD84-0124-0647-D-DOMS/DPH-PDS/DD84 N° 2024-046 du, l'ARS a entériné la cession de l'autorisation médico-sociale du Centre Hospitalier de Montfavet à l'IRSAM à effet du 1<sup>er</sup> juin 2024. Ce transfert d'agrément reste sans impact sur les comptes annuels arrêtés au 31/12/2023.
- Dans sa séance du 15 mai 2024, le Bureau du Conseil d'Administration a décidé de ne pas mettre en place l'emprunt souscrit auprès de la CEPAC pour un nominal de 6 m€. En application des clauses du contrat, dans la mesure où aucun appel de fonds n'a été effectué dans les 15 mois après sa signature, celui-ci devient caduque, sans qu'aucune indemnité ne soit due au titre de cette caducité. Cette situation reste donc sans impact sur les comptes de l'exercice 2023. Les placements financiers nantis pour garantir ce crédit, d'une contrevaletur de 3 m€ seront libérés courant 2024.

Nous n'avons pas d'autres évènements postérieurs à la clôture à signaler, susceptibles d'avoir un impact sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2023.

\*\*\*

2- ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE (€)

	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions	Transferts	Cessions & mises au rebut	Valeur brute à la fin de l'exercice
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>					
Frais d'établissement					
Frais de Recherche & Dév.					
Concessions, brevets, licences	721 453	16 306	3 148		740 905
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorp					
Avances & acomptes					
<b>TOTAL I</b>	<b>721 453</b>	<b>16 306</b>	<b>3 148</b>	<b>0</b>	<b>740 905</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>					
Terrains	4 081 384				4 081 384
Constructions	60 000 926	59 924	5 330 758		65 391 608
Installations techniques	5 120 103	218 861		18 671	5 320 295
Autres immobilisations corporelles	32 380 205	1 573 235	1 857 041	118 170	35 692 311
Immobilisations en cours	5 857 938	9 401 617	-7 070 947	122 181	8 066 427
Biens reçus par legs ou donations destinés à être céd	120 000		- 120 000		0
Acompte sur commandes					
<b>TOTAL II</b>	<b>107 560 556</b>	<b>11 253 637</b>	<b>- 3 148</b>	<b>259 022</b>	<b>118 552 024</b>
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>					
Participation et créances rattachées	2 541 755	2 500			2 544 255
Autres titres immobilisés	747 838	87 245		113 860	721 223
Prêts	124 672				124 672
Autres immobilisations financières	94 133	8 130		982	101 281
<b>TOTAL III</b>	<b>3 508 399</b>	<b>97 875</b>	<b>0</b>	<b>114 842</b>	<b>3 491 431</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>111 790 409</b>	<b>11 367 817</b>	<b>0</b>	<b>373 861</b>	<b>122 784 361</b>

### 3- ETAT DES AMORTISSEMENTS (€)

	Amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Transfert	Reprises de l'exercice	Amortissements à la fin de l'exercice
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>					
Frais d'établissement et de R&D					
Fonds commercial					
Autres immob.incorporelles	612 217	45 329			657 546
Avances & acomptes					
<b>TOTAL I</b>	<b>612 217</b>	<b>45 329</b>			<b>657 546</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>					
Terrains et agencements	296 593	3 084			299 677
Constructions	31 821 809	1 920 954			33 742 763
Install tech, matériel & outillage	4 196 526	286 451		18 671	4 464 306
Autres immo. Corporelles	19 800 021	2 289 329		108 554	21 980 797
Immobilisations en cours					
Avances & acomptes					
<b>TOTAL II</b>	<b>56 114 949</b>	<b>4 499 818</b>	<b>0</b>	<b>127 225</b>	<b>60 487 543</b>
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>					
Participations					
Autres titres immobilisés	29 931			29 931	0
Prêts					0
Autres immo. financières					
<b>TOTAL III</b>	<b>29 931</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>29 931</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>56 757 097</b>	<b>4 545 147</b>	<b>0</b>	<b>157 156</b>	<b>61 145 089</b>
dont dotation d'exploitation		4 515 147		127 225	
dont dotation financière		0		29 931	
dont dotation exceptionnelle		30 000		0	

#### 4- ETAT DES PROVISIONS (€)

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Transfert	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>					
Provision p/ renouvellement d'immobilisations	0	0	0	0	0
Réserve de Trésorerie	37 500	0	0	0	37 500
<b>TOTAL I</b>	<b>37 500</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>37 500</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>					
Provision pour litige	611 419	93 336	0	120 350	584 405
Provision exceptionnelle pour risque fiscal	563 685			563 685	0
Provisions pour Indemnités Départ Retraite	2 719 373	118 012	0	241 439	2 595 942
Provision pour évaluation externe	67 850	0	0	35 684	32 166
<b>TOTAL II</b>	<b>3 962 327</b>	<b>211 348</b>	<b>0</b>	<b>961 158</b>	<b>3 212 517</b>
<b>PROVISIONS POUR FONDS DEDIES</b> (Selon détail Annexe 11)	29 449 771	3 608 879	0	2 470 340	30 588 341
<b>TOTAL III</b>	<b>29 449 771</b>	<b>3 608 879</b>	<b>0</b>	<b>2 470 340</b>	<b>30 588 341</b>
<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION ACTIF</b>					
Prov p/dépréciation immob en cours	0				0
Prov p/dépréciation immob	404 437	0	0	29 575	374 863
Sur créances clients	36 417	21 413	0	3 172	54 658
Sur autres créances	0	0	0	0	0
Sur VMP	29 931	0	0	29 931	0
<b>TOTAL IV</b>	<b>470 785</b>	<b>21 413</b>	<b>0</b>	<b>62 678</b>	<b>429 522</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>33 920 383</b>	<b>3 841 640</b>	<b>0</b>	<b>3 494 175</b>	<b>34 267 880</b>
Dont dotations et reprises	exploitation	3 841 640		3 434 670	
	financières	0		29 931	
	exceptionnelles	0		29 575	

## 5- ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES & DES DETTES (€)

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISE			
Participation et créances rattachées	2 544 255	2 544 255	
Prêts	124 671		124 671
Autres immobilisations financières	822 504	822 504	
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Avances et acomptes versés sur cde	59 949	59 949	
Créances clients & comptes rattachées	4 243 583	4 243 583	
Créances reçus par legs ou donations	33 952	33 952	
Personnel et comptes rattachés	21 799	21 799	
Sécurité Sociale et autres organismes	65 250	65 250	
Etat et autres collectivités publiques	2 203 126	796 547	1 406 579
Débiteurs divers	1 754 111	1 754 111	
Charges constatées d'avance	160 252	160 252	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>12 033 452</b>	<b>10 502 202</b>	<b>1 531 250</b>

ETAT DES DETTES	Montant brut	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an et 5 ans au plus	Dont à plus de 5 ans
Emprunts & dettes auprès Ets de crédit (*)	6 460 764	571 261	1 786 459	4 103 045
Emprunts & dettes financières divers	4 713	4 713		
Avances et acomptes reçus sur cde	0	0		
Redevables Créditeurs	0	0		
Fournisseurs et comptes rattachés	2 984 449	2 984 449		
Dettes des legs ou donations	0	0		
Dettes fiscales & sociales	8 804 391	8 804 391		
Dettes sur immob et cptes rattachés	2 255 598	2 255 598		
Autres dettes	1 574 796	1 574 796		
Produits constatés d'avance	1 277 158	1 277 158		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>23 361 869</b>	<b>17 472 366</b>	<b>1 786 459</b>	<b>4 103 045</b>
(*) Dont : Emprunts souscrits/l'exercice (nominal)	0 €			

## 6- DIFFERENCE D'EVALUATION SUR ELEMENTS FONGIBLES DE L'ACTIF CIRCULANT

Nature des éléments de l'actif circulant	Evaluation au bilan	Evaluation au prix du marché
Valeurs mobilières de placement	31 942 622	31 942 622
Intérêts courus non échus	2 749 834	2 749 834
<b>TOTAL</b>	<b>34 692 456</b>	<b>34 692 456</b>

## 7- PRODUITS A RECEVOIR (€)

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants	Montant
Créances rattachées à des participations	
Créances clients et comptes rattachés	344 839
Autres créances	3 280 384
VMP/Disponibilités	2 854 250
<b>TOTAL</b>	<b>6 479 473</b>

## 8- CHARGES A PAYER (€)

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	49 714
Emprunts et dettes financières divers	
Fournisseurs et comptes rattachés	727 260
Dettes fiscales et sociales	4 634 851
Dettes sur immobilisations	780 785
Autres dettes	90 645
<b>TOTAL</b>	<b>6 283 255</b>

## 9- CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE (€)

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	160 252	1 277 158
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
<b>TOTAL</b>	<b>160 252</b>	<b>1 277 158</b>

## 10- CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES (€)

	Nominal	Amortissement
Frais acquisition/biens immobiliers	Néant	
Amortissement linéaire / 5 ans (prorata temporis)		Néant
<b>TOTAL NET AU 31/12/2023</b>		



11 a - FONDS DEDIES (€)

Etablissements	31/12/2022	Dotations 2023	Utilisations 2023		Transfert	31/12/2023	
			Montant Global	dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
<b>CPOM ARS PACA</b>	<b>1 398 763</b>	<b>296 575</b>	<b>324 510</b>	<b>0</b>	<b>16 980</b>	<b>1 387 809</b>	<b>123 729</b>
Arc en Ciel (dont 76 K€ CNR alloués concernant l'évolution de l'ERHR)	1 066 899	136 865	227 826	0	- 13 206	962 733	96 721
IRS de Provence (dont 137 K€ CNR alloués au titre de l'accompagnement des situations complexes)	278 183	159 710	77 327	0	- 14 704	345 862	23 520
Chanterelles	43 681	0	9 357	0	- 1 110	33 214	3 488
Siege	10 000	0	10 000	0	46 000	46 000	0
<b>CPOM CD 13</b>	<b>558 421</b>	<b>342 047</b>	<b>118 151</b>	<b>0</b>	<b>- 3 385</b>	<b>778 932</b>	<b>69 979</b>
Nénuphars (143 K€ Unité PHV CPOM 2023-2027)	295 651	143 712	58 883	0	- 1 221	379 259	0
Garlaban	52 180	3 900	212	0	-943	54 925	39 979
Ruissatel (dont 171 K€ dispositif Passerelle CPOM 2023-2027)	210 590	194 435	59 056	0	-1 221	344 748	30 000
<b>CPOM Métropole GrandLyon</b>	<b>549 294</b>	<b>457 990</b>	<b>99</b>	<b>0</b>	<b>- 5 216</b>	<b>1 001 969</b>	<b>67 663</b>
Clairefontaine (dont 458 K€ concernant les frais de délocalisation du site)	549 294	457 990	99	0	- 5 216	1 001 969	67 663
<b>CPOM ARS AURA</b>	<b>180 743</b>	<b>1 000</b>	<b>7 499</b>	<b>0</b>	<b>- 5 993</b>	<b>168 251</b>	<b>114 903</b>
Primevères	180 743	1 000	7 499	0	- 5 993	168 251	114 903
<b>CPOM OI (ARS - CD)</b>	<b>2 560 163</b>	<b>1 251 240</b>	<b>876 411</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 934 993</b>	<b>553 928</b>
Jacarandas	264 401	0	34 364	0	0	230 037	8 475
CMPP	693 154	18 598	22 700	0	0	689 052	66 248
Pailles en Queue	39 645	0	3 427	0	0	36 218	36 218
SAMSAH	84 235	0	12 457	0	0	71 778	71 298
Cascavelles	372 773	0	25 903	0	0	346 870	186 904
Ressource (dont 160 K€ CNR ERHR, 552 K€ CNR plateforme ANI, 109 K€ CNR situations complexes, 180 K€ CNR accompagnement Cretons)	1 078 855	1 232 642	763 060	0	0	1 548 438	172 185
Barre d'jour	27 100	0	14 500	0	0	12 600	12 600
<b>CPOM CD 06</b>	<b>47 615</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-2 386</b>	<b>45 229</b>	<b>42 384</b>
Bougainvilliers	33 545	0	0	0	- 1 165	32 380	30 000
Glycines	14 070	0	0	0	- 1 221	12 849	12 384
<b>AUTRES FINANCEURS</b>	<b>2 500</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 500</b>	<b>2 500</b>
CASE DV	0	0	0	0	0	0	0
IREF	0	0	0	0	0	0	0
CRIADV	2 500	0	0	0	0	2 500	2 500
<b>GESTION PROPRE</b>	<b>87 141</b>	<b>30 000</b>	<b>33 756</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>83 385</b>	<b>0</b>
Association	87 141	30 000	33 756	0	0	83 385	0
<b>TOTAL FONDS DEDIES</b>	<b>5 384 635</b>	<b>2 378 851</b>	<b>1 360 425</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6 403 063</b>	<b>975 086</b>
dont Formation	695 441	0	136 842	0	0	558 599	158 579
dont Frais d'exploitation	4 689 194	2 378 851	1 223 582	0	0	5 844 465	816 507
<b>Dont Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS</b>	<b>5 294 994</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6 317 178</b>	

11 b - FONDS DEDIES SUR INVESTISSEMENTS (€)

Etablissements	01/01/2023	Dotations 2023	Transfert	Reprises 2023	31/12/2023
<b>CPOM ARS PACA</b>	<b>7 623 707</b>	<b>598 345</b>	<b>0</b>	<b>546 185</b>	<b>7 675 867</b>
Arc en Ciel	2 578 305	152 000		173 630	2 556 675
IRS de Provence	4 627 682	321 345		318 885	4 630 142
Chanterelles	279 896	125 000		25 492	379 404
Siege	137 824			28 179	109 646
<b>CPOM CD 13</b>	<b>1 160 409</b>	<b>106 566</b>	<b>0</b>	<b>77 750</b>	<b>1 189 226</b>
Nénuphars	219 118	667		9 818	209 967
Garlaban	561 345	80 667		51 400	590 612
Ruissatel	379 947	25 232		16 531	388 648
<b>CPOM Métropole GrandLyon</b>	<b>820 597</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7 092</b>	<b>813 505</b>
Clairefontaine	820 597			7 092	813 505
<b>CPOM ARS AURA</b>	<b>429 419</b>	<b>0</b>		<b>37 510</b>	<b>391 909</b>
Primevères	429 419			37 510	391 909
<b>CPOM OI (ARS - CD)</b>	<b>12 384 546</b>	<b>512 147</b>	<b>0</b>	<b>335 617</b>	<b>12 561 077</b>
Jacarandas	1 989 480	26 014		27 376	1 988 118
CMPP	1 658 896	25 133		83 373	1 600 657
Pailles en Queue	328 861	43 247	- 21 544	8 674	341 890
SAMSAH	431 900	28 761	134 015	5 583	589 092
Cascavelles	1 649 643	178 466		64 661	1 763 447
Ressource	5 553 542	163 735		130 432	5 586 845
Barre d'jour	772 224	46 791	- 112 471	15 517	691 027
<b>CPOM CD 06</b>	<b>641 001</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>62 636</b>	<b>578 365</b>
Bougainvilliers	120 056			11 677	108 379
Glycines	520 945			50 959	469 986
<b>AUTRES FINANCEURS</b>	<b>367 291</b>	<b>12 969</b>	<b>0</b>	<b>29 194</b>	<b>351 066</b>
CASE DV	344 454			25 213	319 241
IREF	0				0
CRIADV	22 837	12 969		3 981	31 825
<b>GESTION PROPRE</b>	<b>638 199</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>13 932</b>	<b>624 267</b>
Association	638 199			13 932	624 267
<b>TOTAL FONDS DEDIES SUR INVESTISSEMENTS</b>	<b>24 065 167</b>	<b>1 230 028</b>	<b>0</b>	<b>1 109 915</b>	<b>24 185 281</b>
Dont PRI (dont contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS = 22.303.914 €)					23 279 247
Dont Taxe Apprentissage (dont contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS = 0)					745 932
Dont Subventions d'investissement (dont contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS = 0)					160 101

## 12- VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (€)

Etablissements	31/12/2022	Affectation du résultat	+	Transfert	-	31/12/2023
Fonds Associatifs	10 472 866					10 472 864
<i>dont Valeur patrimoniale</i>	1 591 902					1 591 902
<i>dont Dons et legs</i>	0					0
<i>dont Fonds propres sans droit de reprise</i>	8 880 964					8 880 964
Subventions	0					0
Ecart de réévaluation libre	347 998					347 998
Excédent affecté/ investissements	16 028 250					16 028 250
<i>Dont activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée</i>	16 028 250					16 028 250
Réserves réglementées	6 546 378	2 033 054				8 579 430
<i>Dont activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée</i>	6 546 378					8 579 430
Autres réserves	11 617 762	169 151				11 786 913
<i>Dont activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée</i>	294 237					463 334
Report à nouveau	4 831 269	91 755				4 923 028
<i>Dont activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée</i>	3 450 167					3 541 927
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>2 293 963</b>	<b>-2 293 963</b>	<b>2 399 363</b>			<b>2 399 363</b>
<i>Dont activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>2 243 733</i>		<i>1 965 137</i>			<i>1 965 137</i>
<b>Situation nette</b>	<b>52 138 487</b>		<b>2 399 363</b>			<b>54 537 850</b>
Subventions d'investissement	8 391 947		1 470		- 272 602	8 120 811
Réserve de trésorerie	37 500					37 500
<b>TOTAL</b>	<b>60 567 934</b>	<b>0</b>	<b>2 400 834</b>	<b>0</b>	<b>- 272 602</b>	<b>62 696 161</b>

### 13 a - RESULTAT EXCEPTIONNEL (€)

	Charges	Produits
Quote part subventions virées au compte de résultat		272 605
Produits/cession d'éléments d'actif		33 590
Reprises sur provisions exceptionnelles		593 260
Produits sur exercices antérieurs		24 195
Dons manuels		
Produits exceptionnels divers		47 571
VNC des éléments d'actif cédés	9 616	
Charges sur exercices antérieurs	6 697	
Dotations aux provisions dépréciations exceptionnelles	30 000	
Autres charges exceptionnelles	31 003	
	<b>77 316</b>	<b>971 221</b>
<b>Résultat exceptionnel 2023</b>		<b>893 903</b>

### 13 b - TRANSFERTS DE CHARGES (€)

Remboursements assurances	48 751
Remboursements dépenses de formation	64 559
Refacturations CAMSPS Jacarandas / GCS Surdité	986 643
Remboursements divers	327 343
<b>TOTAL</b>	<b>1 427 296</b>

### 13 c - LEGS ET DONATIONS (€)

PRODUITS	Montants
Montant perçu au titre de l'assurance vie	
Montant de la rubrique de produits "Legs ou donations" définie à l'article 213-9	23 871
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Utilisation des fonds reportés liés aux legs et donations	120 000
CHARGES	Montants
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Dotations aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Report en fonds reportés liés au legs ou donations	23 871
<b>SOLDE DE LA RUBRIQUE</b>	<b>120 000</b>

#### 14-a VENTILATION DES PRESTATIONS DE SERVICES (€)

Répartition par secteur d'activité	Autorisations médico-sociales	Subvention (€)	Prod. Presta. diverses (€)	Prod. Formation (€)	Tarification (€)			En %
					ARS	Département	TOTAL	
<b>Métropole</b>	<b>791</b>	<b>944 345</b>	<b>32 360</b>	<b>0</b>	<b>34 345 856</b>	<b>10 537 949</b>	<b>44 883 805</b>	<b>57,58%</b>
IRS de Provence	250	18 910			12 228 626		12 228 626	19,98%
Arc en Ciel	246	105 468			12 019 467		12 019 467	19,78%
Primevères	82				5 693 130		5 693 130	9,29%
Bougainvilliers	22	48 907				1 009 177	1 009 177	0,08%
Glycines	23				756 587	1 004 421	1 761 008	1,23%
Ruissatel	27	68 374				1 574 274	1 574 274	0,11%
Garlaban	18	3 490			626 818	877 063	1 503 881	1,03%
Chanterelles	21				1 979 638		1 979 638	3,23%
CRIADV	N/A	271 608	32 360				0	0,44%
IPSIC	N/A	52 015					0	0,08%
Nénuphars	30	110 839				1 672 776	1 672 776	0,18%
Clairfontaine	65	129 645			759 796	4 400 238	5 160 034	1,45%
Passerelle	7				281 794		281 794	0,46%
Association	N/A						0	0,00%
Siège	N/A	135 088					0	0,22%
<b>Réunion</b>	<b>622</b>	<b>728 108</b>	<b>0</b>	<b>120 990</b>	<b>25 146 431</b>	<b>8 202 320</b>	<b>33 348 751</b>	<b>42,42%</b>
Ressource	268	7 068			16 752 267		16 752 267	27,35%
Barre d'jour	66	188 291				3 102 498	3 102 498	0,31%
Jacarandas	75				1 796 918		1 796 918	2,93%
CMPP	88				2 311 317		2 311 317	3,77%
Cascavelles	60				2 710 761	3 467 916	6 178 677	4,42%
SAMSAH	50	140 183			892 737	854 235	1 746 972	1,69%
CASE DV	N/A	386 483					0	0,63%
IREF	N/A			120 990			0	0,20%
Pailles en Queue	15	6 083			682 431	777 671	1 460 102	1,12%
<b>TOTAL</b>	<b>1 413</b>	<b>1 672 452</b>	<b>32 360</b>	<b>120 990</b>	<b>59 492 287</b>	<b>18 740 269</b>	<b>78 232 556</b>	<b>100%</b>

#### 14-b VENTILATION DES RESULTATS (€)

<b>Métropole</b>	<b>1 233 262</b>
Arc en Ciel	208 014
IRS de Provence	158 778
Chanterelles	41 257
Nénuphars	-36 346
CRIADV	3 617
IPSIC	0
Siège	-138 533
Bougainvilliers	1 555
Glycines	73 255
Primevères	132 928
Clairfontaine	492 491
Passerelle	68 058
Ruissatel	76 842
Garlaban	151 346
<b>Réunion</b>	<b>731 875</b>
Ressource	-296 380
Jacarandas	11 335
Barre d'jour	171 494
CASE DV	163 848
CMPP	170 258
Cascavelles	204 330
SAMSAH	135 298
Pailles en Queue	171 691
<b>Gestion Propre</b>	<b>434 223</b>
Association	451 710
IREF	-17 487
<b>TOTAL</b>	<b>2 399 363</b>

**14 c - TABLEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL DE L'ENTITE (€)**

TABLEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL DE L'ENTITE	2023	2022
<b>RESULTAT COMPTABLE</b>	2 399 363	2 293 964
REPRISE DU RESULTAT ANTERIEUR	0	0
<b>EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF</b>	<b>2 399 363</b>	<b>2 293 964</b>
<i>DONT RESULTAT EFFECTIF SOUS GESTION PROPRE</i>	<i>434 226</i>	<i>50 231</i>
<i>DONT RESULTAT EFFECTIF SOUS GESTION CONTROLEE</i>	<i>1 965 137</i>	<i>2 243 733</i>

## 15- ENGAGEMENTS FINANCIERS (€)

Engagements donnés	TOTAL	Comptabilisé	Engagement hors bilan
Engagements en matière de pensions (IDR)	5 723 345	2 595 946	3 127 399
Nantissements sur VMP et CSL (garanties emprunts)	3 650 777	3 650 777	Néant
Indemnités congréganistes	71 123	71 123	Non déterminé
<b>TOTAL en €</b>	<b>9 445 245</b>	<b>6 317 846</b>	<b>3 127 399</b>
Engagements reçus	Montant		
Garanties Collectivités Locales sur Emprunts Bancaires	4 864 830	Néant	4 864 830
<b>TOTAL en €</b>	<b>4 864 830</b>	<b>0</b>	<b>4 864 830</b>

## 16- DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES (€)

	V.Nominale	Dettes au 31/12/2023	% garantie par des titres	Garantie par des suretés sur titres ou organismes publics
<b>Emprunts garantis par des suretés sur titres</b>	<b>1 950 000</b>	<b>1 546 218</b>		
Emprunt SMC Irs de Provence	1 950 000	1 546 218	30%	
<b>Emprunts garanties par des suretés sur organismes publics</b>	<b>10 563 764</b>	<b>4 864 830</b>		
Emprunt Caisse Epargne Bougainvilliers	693 250	11 554		CD Alpes Maritimes + Mairie Nice
Emprunt Caisse Epargne Glycines	781 750	13 029		CD Alpes Maritimes + Mairie Nice
Emprunt Caisse Epargne Garlaban	840 000	142 217		CD Bouches du Rhône + Mairie Marseille
Emprunt Caisse Epargne Ruissatel	1 260 000	213 325		CD Bouches du Rhône + Mairie Marseille
Emprunt CDC (Moufia : FAO + PEQ)	6 552 764	4 253 624		CD Réunion
Emprunt CDC (APA Clairefontaine)	436 000	231 080		CD Rhône Alpes

## 17- EFFECTIF SALARIE MOYEN

Personnel salarié	Effectif inscrit au 31/12/2023	Effectif E.T.P.
Effectif total	<b>1 163</b>	TOTAL IRSAM <b>1 058,45</b>
Dont CDI	1 045	Arc en Ciel 157,09
Dont CDD	118	Ressource 215,23
		IRS de Provence 143,29
Dont Cadres	159	Primevères 86,95
Dont Etrangers	28	Bougainvilliers 12,75
		Glycines 22,64
Dont Contrats particuliers (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage)	12	Chanterelles 23,15
		Nénuphars 26,00
		Siège 41,61
		Ruissatel 15,00
		Garlaban 18,30
		IPSIC 0,70
		CRIADV 4,00
		CASE DV 3,30
		FAO Barre d'jour 39,00
		CAMSPS Jacarandas 34,12
		CMPP 22,80
		Cascavelles 91,60
		SAMSAH 23,85
		IREF 2,25
		Clairefontaine 55,82
		Pailles en Queue 19,00

## 18- REMUNERATION DES DIRIGEANTS (selon Article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006)

	2023
Rémunérations des cadres dirigeants ( 3 pers )	393 863 €

## 19- HONORAIRES (selon Article 2 du décret 2008-1487 du 30 décembre 2008)

	2023
Honoraires versés au titre de la mission du contrôle légal des comptes par les commissaires aux comptes	82 500 €

# **RAPPORT DE GESTION**

**\*\*\***

**Comptes annuels  
arrêtés au 31/12/2023**



## Sommaire

<b>1</b>	<b>Introduction .....</b>	<b>3</b>
1.1	Présentation de l'Association IRSAM .....	3
1.2	Périmètre de consolidation .....	4
1.3	Règles et méthodes comptables .....	5
<b>2</b>	<b>Activité .....</b>	<b>5</b>
2.1	Activité de l'IRSAM.....	5
2.2	Evolution de l'activité.....	7
2.3	Activité des établissements et services .....	8
<b>3</b>	<b>Présentation des Etats financiers .....</b>	<b>9</b>
3.1	Analyse financière .....	9
3.2	Contexte budgétaire .....	10
3.3	Les chiffres clefs du compte de résultat.....	11
3.4	Les chiffres clefs du bilan .....	17
3.5	Affectation du résultat.....	21
<b>4</b>	<b>Perspectives et projets 2024 .....</b>	<b>21</b>
4.1	Perspectives 2024.....	21
4.2	Projets d'investissements .....	22
<b>5</b>	<b>Evènements postérieurs à la clôture .....</b>	<b>23</b>

## 1 Introduction

### 1.1 Présentation de l'Association IRSAM

Créée en 1858 à Marseille, à l'initiative du Père Dassry et développée à son origine par la Congrégation Religieuse des Sœurs Marie Immaculée, l'association IRSAM est une association Loi 1901 Reconnue d'Utilité Publique, appartenant au secteur médico-social. Elle accompagne des enfants et adultes en situation de handicap présentant majoritairement une déficience sensorielle, mais également une déficience intellectuelle ou des troubles de la communication (dont troubles du Spectre autistique –TSA) dans des établissements spécialisés, dans des centres d'apprentissage et de formation ou en milieu inclusion. De dimension multirégionale, l'Association IRSAM est implantée en Provence Alpes Côte d'Azur (Marseille et Nice), Auvergne-Rhône Alpes (Lyon) et Outre-Mer (Réunion). Elle gère 39 établissements, dispositifs ou services pour enfants et adultes regroupés sous 21 numéros Finess (dont 13 en Métropole et 8 à la Réunion), dont :

- 9 établissements et services enfants :
  - ✓ 4 Instituts d'Education Sensorielle (IES) pour enfants déficients visuels (DV) ou auditifs (DA)
  - ✓ 1 Centre d'Action Médico-Social Précoce (CAMSP)
  - ✓ 1 Centre Médico Psycho Pédagogique (CMPP)
  - ✓ 3 Services d'Education Spéciale et de Soins à Domicile (SESSAD)
- 12 établissements et services adultes :
  - ✓ 1 Maison d'Accueil Spécialisée (MAS)
  - ✓ 5 Etablissements d'accueil non médicalisés (EANM)
  - ✓ 5 Etablissements d'accueil médicalisés (EAM)
  - ✓ 1 Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés (SAMSAH DV)
- 18 autres dispositifs adossés aux structures sus-mentionnées :
  - ✓ 1 Institut de Suivi des Implantés Cochléaires (IPSIC)
  - ✓ 1 Centre d'Aide Spécialisé dans l'Evaluation des Déficients Visuels et Moteurs (CASE DV-DM)
  - ✓ 1 Centre Ressources Insertion Accompagnement Déficients Visuels (CRIADV)
  - ✓ 1 Centre de Formation (IREF)
  - ✓ 1 Groupement Coopération Sanitaire (GCS) – Centre de Référence en Surdité Infantile (CRSCI)
  - ✓ 2 Pôles de Compétences et de Prestations Externalisées (1 PCPE enfants et 1 PCPE adultes)
  - ✓ 2 Equipe Mobile d'Appui à la Scolarisation (EMAS Métropole + EMAS Réunion)
  - ✓ 2 dispositifs de répit-repos (1 en Métropole, 1 à la Réunion)
  - ✓ 1 dispositif d'accompagnement au logement (DAL)
  - ✓ 2 unités labellisées handicaps rares (ULHR)
  - ✓ 1 plateforme de prestations à visée inclusive (Handisens 13)
  - ✓ 2 équipes Relais Handicaps Rares (ERHR)
  - ✓ 1 équipe dédiée à l'appropriation des aides techniques (EQLAAT)

L'Association IRSAM accueille 2 400 enfants, adolescents, adultes et adultes vieillissants et emploie plus de 1 000 salariés Etp. Son budget de fonctionnement totalise près de 80 M€ en 2023 réparti pour 45% sur La Réunion et 55% sur la Métropole mais également 30% sur le secteur adultes et 70% sur le secteur enfants.

- Si depuis ses origines, il y a plus de 160 ans, le savoir-faire de l'IRSAM était centré sur l'accompagnement des personnes en situation de handicap sensoriel, aujourd'hui, l'Association souhaite mettre ses compétences au profit d'autres types de handicaps à l'instar de sa mobilisation depuis une quinzaine d'années sur d'autres champs, notamment celui des Troubles du Spectre Autistique et des Handicaps Rares. Cet élargissement du périmètre historique de l'Association IRSAM prend racine dans la prise de conscience de l'évolution des profils et des besoins des publics accueillis au sein des structures médico-sociales gérées par l'Association, notamment pour les publics aux handicaps complexes.

Ainsi, l'Association IRSAM a transformé une partie de son offre de prestations par la création d'établissements, de services ou de dispositifs en faisant évoluer ses autorisations ou en répondant à des appels à candidatures spécifiques. L'Association IRSAM inscrit son action et son évolution dans une approche inclusive adaptée aux souhaits et capacités des personnes et dans une pleine participation à la dynamique de parcours de chaque personne en situation de Handicap.

## 1.2 Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation des états financiers arrêtés au 31/12/2023 s'établit comme suit : il prend en compte la fermeture du Centre de Formation Interne (CFI) Métropole intervenue le 01/01/2023

### Gestion Contrôlée - Métropole

L'Arc en Ciel (IDV<sup>1</sup>) intégrant les dispositifs associés : SAAAS<sup>2</sup> et ERHR<sup>3</sup> PACA Corse

L'IRS de Provence (IDA<sup>4</sup>) intégrant le dispositif SSEFS<sup>5</sup>

Les Chanterelles (MAS<sup>6</sup>)

Les Nénuphars (EANM<sup>7</sup>)

Le Ruissatel (EANM) intégrant le dispositif Passerelle Handisens 13

Le Garlaban (EAM<sup>8</sup>)

Les Bougainvilliers (EANM)

Les Glycines (EAM)

Les Primevères (IDV) intégrant les dispositifs Parenthèse (Répit), Trait d'Union (PCPE<sup>9</sup>), EMAS<sup>10</sup>, UEMA<sup>11</sup>

Clairefontaine (EANM et EAM) intégrant le PCPE adultes « Passerelle Handisens 69 »

Le CRIADV (Centre Ressources)

Le Siège

### Gestion Contrôlée- La Réunion

La Ressource (IES<sup>12</sup>) et dispositifs associés : SESSAD<sup>13</sup>, ERHR OI, DAL<sup>14</sup>, ULHR<sup>15</sup>, ANI<sup>16</sup>, EMAS

Le CAMSPS Jacarandas (Centre d'Action Médico Social Précoce Sensoriel)

Barre d'Jour (EANM)

Les Pailles en Queue (EAM) intégrant l'ULHR adultes

Les Cascavelles (EAM)

Le SAMSAH DV<sup>17</sup> intégrant le dispositif EqLAAT<sup>18</sup>

Le CMPP (Centre Médico-Psycho Pédagogique)

Le Case DV-DM (Centre Ressources)

### Gestion Propre

L'Association

L'IPSIC (Institut Provençal des Implantés Cochléaires)

L'IREF (Centre de Formation Réunion)

### Hors périmètre de consolidation

Le CRCSI (Centre Régional de Compétences en Surdité Infantile)

Constitué sous forme de Groupement de Coopération Sanitaire (GCS) avec le CHU Félix Guyon à la Réunion, dont l'IRSAM détient 50% des parts, il constitue une personne morale à part entière et est donc autonome sur le plan de sa gestion : à cet effet, les éléments financiers du CRCSI ne sont pas consolidés au titre de l'arrêté des comptes

<sup>1</sup> IDV : Institut pour Déficients Visuels

<sup>2</sup> SAAAS : Service d'Aide à l'Acquisition de l'Autonomie et à l'Inclusion Scolaire

<sup>3</sup> ERHR : Equipe Relais Handicaps Rares

<sup>4</sup> IDA : Institut pour Déficients Auditifs

<sup>5</sup> SSEFS : Service de Soutien à l'Education Familiale et à la Scolarisation

<sup>6</sup> MAS : Maison d'Accueil Spécialisée

<sup>7</sup> EANM : Etablissement d'Accueil Non Médicalisé

<sup>8</sup> EAM : Etablissement d'Accueil Médicalisé

<sup>9</sup> PCPE : Pôle de Compétences et de Prestations Externalisées

<sup>10</sup> EMAS : Equipe d'Appui Mobile à la Scolarisation

<sup>11</sup> UEMA : Unité d'Enseignement Maternelle Autisme

<sup>12</sup> IES : Institut d'Education Sensorielle

<sup>13</sup> SESSAD : Service d'Education Spéciale et de Soins à Domicile

<sup>14</sup> DAL : Dispositif d'Accompagnement au Logement

<sup>15</sup> ULHR : Unité Labellisée Handicaps Rares

<sup>16</sup> ANI : Action Nord Inclusion

<sup>17</sup> SAMSAH : Service d'Accompagnement Médico-social pour Adultes Handicapés

<sup>18</sup> EqLAAT : Equipe Locale d'Accompagnement sur les Aides Techniques

annuels de l'IRSAM. A titre d'information, on signalera que le résultat de l'exercice 2023 est déficitaire de <-574k€> compte tenu du non versement par l'ARS de la subvention FIR <sup>19</sup>

### 1.3 Règles et méthodes comptables

- Les comptes de l'exercice ont été arrêtés dans le respect des conventions générales comptables de base, à savoir :
  - principe de prudence
  - permanence des méthodes d'un exercice à l'autre
  - indépendance des exercices

La comptabilité des établissements et services privés sociaux et médico-sociaux est établie sur la base de la M22 bis. Les comptes annuels sont établis en application du Plan Comptable Général ANC 2014-03 ainsi que 2018-06 relatif aux comptes des personnes morales de droit privé à but non lucratif et 2019-04 applicables aux comptes des personnes morales de droit privé à but non lucratif gestionnaires d'établissements et services sociaux et médico-sociaux.

- La dette pour provision congés payés au 31/12/2023 a été calculée en application de la nouvelle réglementation afférente en matière de congés payés (loi du 2024-364 du 22/04/2024). Les droits à congés payés acquis durant les périodes d'arrêt de travail pour maladie ont été provisionnés, pour un montant de 320 k€, comptabilisée en dettes sociales et fiscales.
- Le bilan et le compte de résultat consolidé qui vous sont présentés ont été contrôlés par le Cabinet Deloitte, Commissaire aux Comptes de l'Association et n'ont pas donné lieu à ajustements ou à remarques particulières. Il est précisé que les états financiers ont été arrêtés par le Conseil d'Administration dans sa séance du 30 mai 2024

## 2 Activité

### 2.1 Activité de l'IRSAM

#### 2.1.1 Gouvernance associative

En 2023 l'association a finalisé la réécriture de son projet associatif pour la prochaine période quinquennale. Le projet « Cap Asso IRSAM » a été validé par l'Assemblée Générale du 29 juin 2023 ; il s'articule autour de thématiques essentielles que sont :

- ✓ la gouvernance
- ✓ l'accompagnement des personnes
- ✓ les ressources humaines
- ✓ le développement

et détermine des axes de travail plus transverses que sont :

- ✓ le numérique
- ✓ la communication
- ✓ la responsabilité sociétale des entreprises
- ✓ la qualité et l'éthique

Le siège social a consolidé son organisation avec le recrutement de Mr Sébastien Lannoy au poste de Responsable à la Responsabilité Sociétale des Entreprises et au Développement Durable qu'il occupe à mi-temps depuis le 1<sup>er</sup> mars 2023

<sup>19</sup> FIR : Fonds d'Intervention Régional

### 2.1.2 Contexte économique

Le contexte économique de l'année 2023 est sous-tendu par la situation géopolitique mondiale liée aux conflits armés Ukraine-Russie et Israélo-Palestinien qui affectent le taux de croissance du pays et favorisent le retour d'une inflation forte, ce d'autant plus que les boucliers tarifaires mis en place par le Gouvernement en 2022 n'ont pas été reconduits en 2023

L'exercice 2023 est également marqué par l'échec des négociations pour la mise en place d'une Convention Collective Unique (CCU) dans le secteur et par voie de conséquence par l'absence de mesures salariales pour les salariés de la branche.

### 2.1.3 Dialogue social

L'association a organisé en novembre 2023 ses élections professionnelles ; les instances représentatives du personnel s'organisent autour de 6 CSEE <sup>20</sup> (4 en Métropole et 2 à la Réunion) composés de 7 à 11 membres chacun qui se réunissent sous la présidence des directions d'établissement, 9 fois par an. Un CSEC <sup>21</sup> composé de 12 membres titulaires se réunit 4 fois par an et est présidé par le Directeur Général, par délégation du Président de l'Association.

A l'issue des négociations annuelles obligatoires, 3 accords ont été signés en 2023 avec les organisations syndicales représentatives au sein de l'association ; ils concernent :

- le versement d'une *prime de partage de la valeur* (PPV), d'un montant net de 200 € à 400 € (selon échelle de rémunération) pour tout salarié travaillant à temps plein et rémunéré en deçà de 3 fois le SMIC annuel
- le versement d'un *forfait mobilités durables* de 600 €/an pour tous les salariés qui utilisent un mode de transport vertueux
- le versement d'une *prime exceptionnelle* de 650 €/an pour les professionnels des filières administratives et logistiques

### 2.1.4 Le Plan « ESMS numérique »

Dans le cadre du déploiement du programme ESMS numérique porté par la CNSA qui s'inscrit dans une volonté politique d'accompagner les établissements médico-sociaux au virage numérique, l'association a poursuivi sa politique d'implémentation d'un certain nombre de solutions informatiques visant à :

- ✓ généraliser l'usage du Dossier de l'Usager Informatisé (DUI) dans tous les établissements et services afin de pouvoir assurer un suivi de l'activité et des prestations mises en œuvre dans l'accompagnement des personnes accueillies.
- ✓ déployer les services socles (messagerie sécurité de santé, identifiant national de santé, dossier médical partagé), comme l'impose désormais la réglementation, afin de sécuriser et protéger les données de santé des personnes accompagnées

<sup>20</sup> CSEE : Comité Social et Economique d'Etablissement

<sup>21</sup> CSEC : Comité Social et Economique Central

### 2.1.5 Démarche Qualité

La Direction de la Qualité a rédigé et diffusé un *manuel qualité* qui détaille la démarche qualité en place à l'IRSAM et recense les procédures mises à disposition des professionnels de l'association pour accompagner les personnes avec bienveillance et en prenant en compte leur autodétermination

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023, les établissements Barre d'Jour, Chanterelles, Arc en Ciel, et IRS de Provence ont été soumis à la procédure *d'Evaluation Externe* qui s'est déroulée dans le cadre du nouveau référentiel déterminé par l'HAS et qui s'est conclue par un avis très favorable pour les 4 établissements concernés

### 2.1.6 Projets immobiliers

A la Réunion, en novembre 2023, les établissements IES Ressource, CAMSPS Jacarandas, SAMSAH DV et CASE DV ont emménagé dans leurs nouveaux locaux du Pôle Sensoriel Sud situé à Saint Louis.

Cet ensemble immobilier constitue un formidable outil de travail pour les professionnels de ces établissements qui disposent d'un plateau technique de qualité pour accompagner les enfants et adultes qui sont accueillis sur ce Pôle.

## 2.2 Evolution de l'activité

---

En 2023, l'Association a procédé au *renouvellement des CPOM* <sup>22</sup> signés avec :

- ✓ La Métropole de Lyon qui concerne le Foyer Clairefontaine (EAM et EANM) et couvre la période 2023-2027
- ✓ Le Conseil Départemental des Bouches du Rhône qui concerne les établissements Nénuphars, Ruissatel et Garlaban et couvre la période 2023-2027

Dans le cadre de la mise en œuvre des fiches d'orientation stratégiques du CPOM CD 13, l'Association a initié dès juillet 2023, le déploiement du dispositif « *Passerelle - Handisens 13* : cette plateforme de prestations à visée inclusive propose à des personnes en situation de handicap sensoriel avec troubles associés, un accompagnement sur mesure vers l'inclusif : habitat, parcours de soins, parcours professionnel, activités sportives, culturelles et de loisirs ...Ce dispositif est actuellement adossé à l'EANM Le Ruissatel et est financé à titre expérimental sur 3 ans.

Depuis le mois d'octobre 2023, l'Arc en Ciel expérimente le *passage en dispositif intégré DAME* <sup>23</sup> avec pour objectif d'accompagner les jeunes de l'IDV dans une continuité de leur parcours de vie, de santé et de scolarisation.

L'établissement des Nénuphars a ouvert en juin 2023 une unité de 6 places pour *Personnes Handicapées Vieillissantes (PHV)* dans des locaux du Site Notre Dame entièrement réhabilités à cet effet.

En date du 1<sup>er</sup> janvier 2023, le dispositif expérimental *Passerelle Handisens 69* a été pérennisé par l'ARS AURA sous la forme d'un PCPE Adultes adossé à l'EAM Clairefontaine

En date du 01/01/2023, l'Association a transféré ses activités de formation sur l'IREF référencé Qualiopi et le *Centre de Formation Interne* Métropole (CFI) a été fermé

---

<sup>22</sup> CPOM : Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens

<sup>23</sup> DAME : Dispositif d'Accompagnement Médico-Educatif

## 2.3 Activité des établissements et services

---

Globalement l'activité de l'exercice 2023 (cf annexe 2) est conforme aux prévisions budgétaires. Néanmoins, certaines structures affichent un différentiel important par rapport à leur prévisionnel d'activité

### A la Réunion

- L'EANM Barre d'Jour a ouvert en 2021 six places d'accueil temporaire (3 en hébergement et 3 en accueil de jour) ; or, en accueil de jour, l'activité demeure inférieure aux prévisions avec un taux de remplissage de 30% seulement.
- Les Cascavelles qui enregistrent un surcroît d'activité suite à la réouverture des 4 pavillons d'hébergement (un pavillon fermé en 2022 en raison des travaux aux travaux de réhabilitation réalisés sur le site), ce qui a permis de faire fonctionner l'accueil temporaire de manière régulière. Par ailleurs, le taux d'occupation de l'internat est de 99% en raison de l'impossibilité pour les aidants familiaux d'accueillir leurs enfants lors des week-ends. En 2023, seuls 2 résidents (sur 24 personnes accueillies) retournent régulièrement en famille le WE
- Le SESSAD de La Ressource qui accuse un déficit de 25% par rapport aux prévisions budgétaires (établies sur la base de la moyenne des 3 derniers exercices), en partie compensé par un surcroît d'activité comptabilisé sur l'activité de l'IES (+17%).

Les constats effectués en 2022, se confirment en 2023, avec une activité moins soutenue en SESSAD au bénéfice de l'accueil de jour et internat. Cette évolution est la conséquence d'une évolution des besoins du public, en particulier parmi les nouveaux entrants qui présentent plus souvent des troubles associés et des situations complexes avec des temps de coordination conséquents pour pouvoir assurer une continuité des soins. Pour certains bénéficiaires, il a été nécessaire de revoir leur orientation SESSAD pour leur proposer un accompagnement de type semi-internat, plus adapté à leurs besoins : tout en conservant la dynamique inclusive, il est nécessaire de proposer des prestations éducatives et rééducatives renforcées que le SESSAD ne peut pas complètement mettre en œuvre. D'où cette année une moindre activité en SESSAD mais plus de prestations en semi-internat. Toutefois, on notera que le nombre d'enfants accueillis par le Centre de la Ressource au 31/12/2023 (soit 313 jeunes) est largement supérieur à l'agrément (268 places).

- Le CMPP qui affiche une activité en baisse par rapport à l'exercice précédent (-11%) et par rapport au budget (-18%) en raison de la vacance des postes médecins sur l'exercice (1,30 etp pourvus sur 2,35 Etp autorisés au tableau des effectifs) ; sur l'année, ce déficit de temps médical a potentiellement réduit de moitié les actes médicaux permettant la prescription de soins à effectuer par les thérapeutes. De la même façon, les deux postes d'orthophonistes non pourvus représentent une diminution d'environ 1200 actes qui n'a été compensée que très partiellement par le conventionnement en libéral

### En Métropole

- Le Foyer Clairefontaine affiche une suractivité importante par rapport aux prévisions budgétaires (+5%) compte tenu d'un taux de remplissage de l'établissement de 100% et d'un fonctionnement en file active sur l'accueil de jour qui permet d'accueillir 11 bénéficiaires pour une capacité d'accueil installée de 5 places
- Le PCPE Passerelle Handisens 69 affiche une activité très supérieure aux prévisions en raison du développement important de ces prestations suite à la pérennisation du dispositif



intervenue en janvier 2023 : 26 personnes ont été accompagnées par La Passerelle en 2023 (pour un objectif initial de 20 bénéficiaires).

- Le dispositif du répit *La Parenthèse* à Lyon enregistre une activité inférieure aux prévisions budgétaires (-21%) en raison des difficultés RH qu'a rencontré ce dispositif au 1<sup>er</sup> semestre 2023 (absence de chef de service, postes vacants, recours à l'intérim ...). Afin de garantir des accueils de qualité et sécurisés au plus proche des besoins des jeunes accueillis, le nombre d'enfants accompagnés a volontairement été limité, dans la mesure où le profil des bénéficiaires nécessite un taux d'encadrement de 1 pour 1.
- *L'EANM Les Nénuphars* enregistre une activité en recul par rapport budget (-12%) dans la mesure où l'ouverture de l'unité PHV a été différée de 3 mois par rapport aux prévisions initiales.
- *L'Arc en Ciel* enregistre globalement une activité supérieure aux prévisions avec, comme les années précédentes, un déficit de journées comptabilisé sur l'IDV et une suractivité comptabilisée sur le SAAAS, ce qui est la conséquence directe d'une externalisation de l'activité qui se déploie de plus en plus « hors les murs » au détriment de l'activité dite « institutionnelle », notamment pour l'internat qui accueille 13 enfants de moins que sa capacité autorisée (65 places)

### 3 Présentation des Etats financiers

#### 3.1 Analyse financière

- **Le résultat comptable consolidé de l'exercice 2023 s'établit à +2.399 k€ (cf annexe 1).** Il s'analyse comme suit :
  - les résultats de la « gestion propre » qui portent sur les activités non financées sur fonds publics et non soumis au contrôle des autorités de tarification, affichent pour 2023 un excédent comptable de +478 k€
  - les résultats de la « gestion contrôlée » qui portent sur les établissements et services bénéficiant de financements publics, affichent en 2023 un excédent de + 1.965 k€ (dont +1.233 k€ pour la Métropole et +732 k€ pour la Réunion)
  - les écritures de consolidation comptabilisées pour un montant de <-44> k€ au regard des règles et méthodes comptables édictées par les Règlements ANC 2018-06 et 2019-04 applicables aux structures de l'Economie Sociale et Solidaire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020 qui imposent le retraitement de certaines opérations comptabilisées dans les comptes sociaux

Compte tenu de ces éléments, le résultat 2023 se répartit comme suit :

- ✓ +493 k€ pour le périmètre du CPOM ARS PACA
- ✓ + 35 k€ pour le périmètre du CPOM CD<sup>24</sup> 13
- ✓ + 8 k€ pour le périmètre du CD 06
- ✓ +255 k€ pour le périmètre du CPOM ARS AURA
- ✓ +439 k€ pour le périmètre du CPOM Métropole de Lyon
- ✓ +670 k€ pour le périmètre du CPOM Réunion
- ✓ + 65 k€ pour les établissements hors CPOM (CRIADV, Case DV, Eqlatt)
- ✓ +434 k€ pour la gestion propre

<sup>24</sup> CD : Conseil Départemental



## 3.2 Contexte budgétaire

### 3.2.1 - Dotations financières reconductibles

Les budgets de reconduction des établissements ont connu des **taux d'évolution** améliorés par rapport aux exercices précédents afin de prendre en compte les effets de l'inflation ; ils s'établissent en moyenne à :

- ✓ +5,00% pour le Département des Bouches du Rhône et pour la Métropole de Lyon
- ✓ +2,53% pour l'ARS Rhône Alpes et l'ARS Réunion
- ✓ +2,42% pour l'ARS PACA
- ✓ +2,00% pour le Département des Alpes Maritimes
- ✓ +1,93 % pour les ESMS<sup>25</sup> financés par le Département de la Réunion qui ne dépassent pas les tarifs plafond

D'autre part, les dotations globales ont été confortées en cours d'exercice par l'attribution de 1.796 k€ de **mesures nouvelles** dédiés au financement d'activités supplémentaires qui se répartissent comme suit :

- 1.287 k€ en Métropole
- 509 k€ à la Réunion

qui se détaillent ainsi :

- 38% pour le financement des revalorisations salariales Laforcade/Ségur (680 k€) : effet en année pleine des indemnités versées à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022
- 22% pour l'ouverture de l'unité PHV des Nénuphars (395 k€)
- 17% au titre de l'extension en année pleine des dispositifs partiellement financés en 2022 : 303 k€ (EMAS Réunion, Médicalisation 5 places Clairefontaine, UEMA Lyon)
- 14 % pour le financement des fiches CPOM du CD 13 : 249 k€ (dont 196 k€ pour le dispositif Passerelle Handisens 13)
- 9% concernant des mesures de rebasage (169 k€) relatives au CMPP et à l'EAM Le Garlaban et au SESSAD de la Ressource (création d'une place supplémentaire)

D'autre part, on soulignera qu'un rebasage de 100 k€ au profit de la MAS Les Chanterelles a été opéré par redéploiement de crédits des dotations budgétaires de l'IDV Arc en Ciel (50 k€) et de l'IDA IRS de Provence (50 k€).

Enfin, il est rappelé que les indemnités Laforcade et Ségur des ESMS tarifés par les collectivités départementales (CD 06, CD 13 et CD 69) demeurent financées par voie de subvention, renouvelable annuellement et par conséquent ne sont pas intégrées à la base de tarification reconductible des établissements concernés : elles représentent en 2023, un montant de 335 k€.

### 3.2.2 Crédits Non Reconductibles (CNR)

Les dotations de financement ont également été complétées par l'allocation de crédits non reconductibles à hauteur de 1.762 k€, et qui concernent :

- 552 k€ alloués au dispositif répit-repos de La Ressource (ANI) qui a démarré son activité en sept 2022 et qui demeure financé en CNR en 2023
- 267 k€ pour la gestion des situations critiques
- 245 k€ pour consolider les moyens alloués aux ERHR Paca-Corse et Réunion
- 203 k€ pour faciliter la mise en place de dispositifs de transition à destination des jeunes maintenus dans les établissements enfants sous le régime dérogatoire « Cretons »
- 162 k€ au titre d'un complément exceptionnel de crédits Ségur
- 139 k€ pour mettre en place la Communication Alternative Améliorée (CAA)

<sup>25</sup> ESMS : Etablissements Sociaux et Médico-Sociaux

- 109 k€ pour accompagner le déploiement du plan ESMS numérique dans les établissements
- 43 k€ pour faciliter la transformation de l'offre médico-sociale
- 42 k€ pour diverses mesures (gratifications stagiaires, sport adapté, aides aux aidants, renfort de personnel ...)

### 3.3 Les chiffres clefs du compte de résultat

---

Le résultat comptable consolidé de +2.399 k€ se détaille comme suit :

■ Résultat d'exploitation :	+1.000 k€
■ Résultat financier :	+622 k€
■ Résultat exceptionnel :	+894 k€
■ Impôt sur les bénéfices :	<-117> k€

On notera les excédents comptabilisés par la quasi-totalité des établissements favorisés par :

- l'octroi de financements supplémentaires pour tous les développements d'activité ce qui préserve les budgets de reconduction des établissements puisque ces mesures nouvelles ne les conduisent pas à fonctionner dans le cadre de moyens constants (ex : développement des ERHR, mise en place du dispositif ANI/répit-repos, unité PHV ....)
- l'attribution de crédits non reconductibles conséquents (2% du budget consolidé 2023) qui viennent compléter les ressources financières des ESMS
- le différé de mise en œuvre de certains projets d'investissement qui génèrent (de manière temporaire) des économies substantielles sur les dépenses d'amortissement puisque le financement de ces projets est intégré aux PPI 2018-2023 des établissements concernés (ex : Pôle Sensoriel Sud, construction bâtiment accueil de jour Cascavelles ...)
- les difficultés de recrutement rencontrées par les ESMS qui persistent et se traduisent par plusieurs postes vacants aux tableaux des effectifs des établissements

On soulignera la situation particulière de certains établissements :

- du Foyer Clairefontaine qui affiche un excédent important (492 k€) en raison
  - du non engagement de la totalité des frais de pré-exploitation prévus dans le cadre de la délocalisation temporaire de l'établissement (615 k€ budgétés pour 2023) ; les économies sont essentiellement afférentes au montant du loyer de l'immeuble de Beth Seva à Villeurbanne (négocié à la baisse par rapport aux prévisions) ainsi qu'aux intérêts d'emprunt dans la mesure où au 31/12/2023 l'emprunt bancaire destiné à financer cette opération n'était pas débloqué.
  - d'une suractivité importante (+1.039 journées) qui génère un complément de recettes de +177 k€
- de La Ressource qui affiche un déficit de <-296 k€> essentiellement induit par le développement de son activité qui n'a pas été financé. En effet, l'établissement accueille actuellement 313 enfants pour une capacité autorisée (et financée) de 268 places (soit +17%/agrément). Par ailleurs, depuis 2021, l'IES a augmenté sa durée d'ouverture de 185 j à 210 j sans allocation de moyens supplémentaires.

- Ces évolutions ont engendré des dépenses supplémentaires (recrutements de personnel et frais de transport notamment) qui n'ont pas fait l'objet d'allocations de ressources supplémentaires. Cette situation a été établie avec les autorités de tarification dans le cadre de la renégociation du CPOM et il a été convenu que les déficits seraient imputés sur les réserves constituées au cours des exercices précédents et qu'un rebasage de l'établissement serait étudié sur la période 2024-2028.
- de l'IRS de Provence qui malgré la comptabilisation d'un produit exceptionnel de +564 k€ relatif à une reprise de provision pour risque fiscal et l'allocation de financements complémentaires en 2023 pour +352 k€, ressort avec un excédent « limité » à +159 k€. Le résultat d'exploitation de l'établissement demeure déficitaire, notamment sur le poste transports même si la réduction de ce poste par rapport aux années précédentes est notable (-14%).
- de l'EAM Le Garlaban qui affiche un résultat excédentaire de +151 k€ compte tenu du rebasage dont a bénéficié l'établissement en 2023 (+80 k€) ; compte tenu de l'attribution tardive de cette mesure, la consolidation du tableau des effectifs n'a pas pu être mise en œuvre en 2023 et est reportée sur 2024
- du Siège qui présente une situation déficitaire (-138 k€). Pour mémoire, il est rappelé qu'à compter de 2022, certaines charges de personnel qui étaient jusqu'alors supportées par la gestion propre de l'association (notamment 1,3 Etp) ont été transférées au budget du Siège dans la mesure où les postes concernés sont afférents à l'exploitation et à la gestion des ESMS et, en ce sens, relèvent de prestations de siège social. Or, ces dépenses ne sont à ce jour pas couvertes par le taux de prélèvement de frais de siège social fixé en 2017 par l'agrément de l'établissement à 3,02% ; la mise en adéquation des ressources financières du Siège avec le périmètre de gestion assuré par l'association devra être examinée avec l'ARS courant 2024 dans la perspective du renouvellement du CPOM. Pour autant, le Siège a mis en place des mesures d'économies qui permettent de limiter le déficit par rapport aux prévisions de l'exercice qui prévoyait un résultat de <- 210 k€>
- du CASE DV dont l'excédent (+164 k€) est principalement issu de l'activité prêts de matériels spécialisés / déficience motrice pour laquelle les demandes sont extrêmement nombreuses

### 3.3.1 Le résultat d'exploitation

#### 3.3.1.1 Les produits d'exploitation

Les produits d'exploitation s'élèvent à 85.729 K€ pour l'exercice, en augmentation de +3.266 k€ par rapport à l'exercice précédent :

- **Les produits versés par les tiers financeurs**, d'un montant global de 78.233 k€ affichent une évolution en hausse de +4,6% par rapport à l'exercice précédent justifiée par le taux d'évolution moyen des dotations financières, les mesures nouvelles et les crédits non reconductibles alloués par les autorités de tarification en 2023 : cf supra § 3.2.1. et 3.2.2
- On notera qu'ils comprennent 1.672 k€ de **subventions** perçues (en complément des dotations financières versées par les ARS et les Conseils départementaux dans le cadre des CPOM) afférentes aux financements alloués par :
  - l'Agefiph dans le cadre du fonctionnement du CRIADV et du CASE DV-DM
  - l'APHM dans le cadre du fonctionnement de l'IPSIC
  - l'ARS pour le fonctionnement de l'ERHR sur le territoire de la Corse
  - le Conseil Départemental de la Réunion pour le financement des frais de transport des Foyers du Moufia
  - la CNSA qui finance le dispositif Eqlatt à la Réunion

- les collectivités départementales qui ont versé les indemnités Ségur et Laforcade relevant de leur périmètre de financement sous forme de subvention annuelle dans la mesure où ces dépenses salariales n'ont pas été intégrées aux dotations de financement reductibles des établissements concernés

➤ **Les autres produits d'exploitation**, d'un montant de 5.824 k€ comprennent notamment :

- 2.590 k€ d'utilisation des fonds dédiés afférents à des provisions constituées au cours des exercices antérieurs. Ces recettes viennent ainsi compenser les dépenses engagées au cours de l'année pour des frais d'exploitation (dépenses salariales, de formation, gratification stagiaires...).
- 1.427 k€ de transferts de charges relatifs notamment à des remboursements d'assurances (48 k€) et de frais de formation (65 k€), aux avances de frais effectuées en 2023 par le CAMSPS pour le compte du GCS Surdité (986 k€) ainsi qu'à des remboursements divers (328 k€ : facturation des amendements Creton, retraits opérés sur le Compte Epargne Temps ...)
- 688 k€ de contributions financières inhérentes aux participations financières versées par les usagers
- 400 k€ de reprises de provisions utilisées au cours de l'exercice ou devenues sans objet : litiges prud'hommaux (120 k€) et indemnités de retraite suite aux départs intervenus dans l'année (241 k€) notamment
- 641 k€ de produits annexes et divers : forfaits journaliers, avantages en nature, participations familiales, recettes ateliers, recettes repas, refacturations de frais, produits de formation, revenus fonciers
- 78 k€ de ressources liées à la générosité du public (dons et legs) en nette diminution par rapport à l'exercice précédent où l'association avait été attributaire d'un leg de plus de 1 m  

### 3.3.1.2 Les charges d'exploitation

Elles totalisent 84.729 k€ et se composent des dépenses suivantes :

- **Achats de matières et fournitures** pour 2.158 k€ qui comprennent principalement les dépenses énergétiques et les fournitures administratives, éducatives, pharmaceutiques, médicales, alimentation.

Ce poste n'enregistre pas d'évolution sensible par rapport à N-1. Il est à noter que l'association a bénéficié sur l'exercice d'une garantie de ses tarifs de fournitures énergétiques dans la mesure où ses principaux contrats (gaz, électricité) ont été renouvelés fin 2023. Une hausse significative est attendue pour 2024.

- **Le poste « autres achats et charges externes »** pour 16.184 k€, en hausse de 816 k€ (soit +5,3%) par rapport à N-1, en rapport avec le contexte inflationniste de l'exercice 2023. Ce poste de dépenses comprend notamment :

- *les frais de transport des usagers* pour 3.350 k€. Ce poste est en baisse par rapport à N-1 de 150 k€. Suite au renouvellement de l'appel d'offres effectué en 2023 pour les IES marseillais, les circuits de ramassage ont été rationalisés permettant de réaliser certaines économies par rapport à l'année précédente.  
Toutefois, ce poste de dépenses reste globalement déficitaire, avec un dépassement important des sommes engagées par rapport aux budgets prévisionnels des IES.

En effet, la modification des modes d'accueil des enfants (avec un développement important du semi-internat au détriment de l'internat) génère une augmentation des fréquences de transport entre le domicile des enfants et leur lieu de scolarisation. D'autre part, il est de plus en plus souvent nécessaire de dédoubler certains parcours pour réduire le temps passé par les enfants sur le trajet domicile – établissement ; par ailleurs, pour certains enfants souffrant de pathologies aggravées, il est impératif de mettre en place un transport individuel afin d'assurer la sécurité des usagers et de leurs accompagnateurs (chauffeurs)

- *des frais de restauration* pour 2.454 k€, réalisées en sous-traitance par les prestataires à qui l'IRSAM a confié cette prestation : API en Métropole et Dupont Restauration à la Réunion. Ce poste est en hausse de +6,7% par rapport à N-1 dans la mesure où les prestataires ont appliqué des hausses tarifaires afin de répercuter le coût de l'inflation. Compte tenu des tarifs annoncés pour 2024, cette hausse devrait encore s'accroître en N+1
- *des frais d'intérim et de prestations externalisées* pour 3.100 k€. Pour rappel, depuis 2018, l'IRSAM a fait le choix pour ses établissements de Métropole d'avoir recours aux services des coopératives de travail temporaire de l'économie sociale et solidaire (Médicoop, Interim Solidaire, Nactim ...) et/ou de sociétés d'intérim (ACS/Domino ...), pour la gestion de tous les contrats CDD de moins d'un mois.

Globalement ce poste est en hausse de 16,5% par rapport à l'exercice précédent en lien avec l'absentéisme et le turn-over comptabilisé sur les différents établissements

- *des prestations de nettoyage et blanchissage* pour 1.380 k€, stables par rapport à N-1
- *les frais généraux* afférents au fonctionnement de établissements pour 5.900 k€ dont principalement :
  - ✓ les dépenses d'entretien, de maintenance et d'assurance des bâtiments et équipements affectés à l'exploitation des établissements et services : 1.976 K€
  - ✓ les dépenses d'honoraires afférentes à la rémunération des avocats, conseils juridiques et en droit social, frais de recrutement, honoraires du commissaire aux comptes et des experts comptables mandatés par les représentants du personnel (expertises) ainsi que des prestataires spécialisés dans la réalisation d'études et de diagnostics immobiliers : 584 k€
  - ✓ les dépenses de relocalisation du Foyer Clairefontaine durant la période des travaux de réhabilitation du site (frais de relogement/ Beth Seva : loyers, assurances, entretien, frais de fonctionnement, frais annexes...) : 456 k€ pour 2023
  - ✓ les frais de déplacement du personnel appelés à se déplacer sur les lieux d'intervention d'accompagnement des usagers (prestations de services à domicile, école inclusive ...) : 471 k€
  - ✓ les dépenses de sous-traitance médicale afférentes aux prestataires (kinésithérapeutes, orthophonistes, orthoptistes, psychologues, interprètes LSF ...) qui interviennent en libéral auprès des usagers : 490 k€
  - ✓ les dépenses de locations mobilières et immobilières relatifs aux locaux d'exploitation utilisés par les ESMS et dont l'association n'est pas propriétaire : 450 k€
- **Les impôts et taxes** pour 3.625 K€, stables par rapport à N-1. Il est rappelé que ce poste intègre pour 2.455 K€ la taxe sur les salaires dans la mesure où l'Association n'est pas assujettie à TVA.

- **Les dépenses de salaires et charges sociales** représentent 54.370 K€, en hausse de +2.505 k€ (soit +5% par rapport à 2022) en raison :

- de mesures salariales qui pèsent en année pleine en 2023, notamment
  - les mesures salariales Laforcade entrées en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2022 pour les salariés de la filière socio-éducative (+10% de revalorisation salariale en moyenne)
  - l'augmentation de la valeur du point indiciaire intervenue le 1<sup>er</sup> juillet 2022 a conféré une augmentation salariale de +3% aux salariés relevant de chacune des 2 conventions collectives (CCN 51 et CCN 66) appliquées par l'IRSAM
- le provisionnement de la dette congés payés en hausse par rapport à N-1 compte tenu de l'évolution de la réglementation en la matière (§ 1.3)

Le taux de charges sociales et fiscales sur rémunérations s'élève en moyenne à 49%, stable par rapport à N-1.

Les effectifs salariés totalisent 1.163 personnes à la clôture de l'exercice (dont 90% de CDI et 10% de CDD) représentant 1.058,45 Etp, en augmentation de +31 Etp par rapport à N-1, en corrélation avec les nouveaux dispositifs ouverts en 2022 et 2023.

L'âge moyen des professionnels est de 43 ans. Il a été recruté 165 personnes en CDI au cours de l'année 2023

- **Les reports en fonds dédiés** : comptabilisés pour un montant de 3.632 k€ concernant notamment :

- pour 1.230 K€, les dotations aux provisions pour renouvellement des immobilisations constituées afin de pouvoir :

- ✓ permettre la réfection des façades de l'IRS de Provence (non réalisée dans le cadre du SDI) : 320 k€
- ✓ assurer la réhabilitation à venir du complexe Ruissatel/Garlaban et la délocalisation de la MAS Les Chanterelles : 268 k€
- ✓ compenser l'insuffisance d'investissement de certaines établissements au regard de leur PPI : 343 k€
- ✓ assurer la mise en conformité de la cuisine du site Notre Dame (105 k€) et des installations sanitaires de l'Arc en Ciel (45 k€)
- ✓ assurer la réalisation de travaux de sécurité/conformité des installations techniques et immobilières dans les différents ESMS : 149 k€

- pour 2.379 k€, le solde des crédits non reconductibles alloués en 2023 et non engagés à la clôture de l'exercice, ainsi que certaines dépenses relatives à des actions inhérentes à 2023 mais dont la réalisation interviendra au cours d'exercices ultérieurs, dont notamment :

- ✓ une quote-part des frais de délocalisation du Foyer Clairefontaine financée par la Métropole de Lyon au titre du budget 2023 mais qui sont différés sur l'exercice 2024 en raison du décalage opéré sur le chantier de réhabilitation de l'établissement (fin des travaux prévue en novembre 2024) : 458 k€
- ✓ les crédits de fonctionnement du dispositif répit-repos (ANI Ressource) qui demeure pour le moment financé en CNR : 552 k€
- ✓ le financement des fiches d'orientation stratégiques du CPOM CD 13 (dispositif Passerelle Handisens 13 notamment) : 192 k€
- ✓ le financement de certaines actions du CPOM Réunion (Cretons, CAA ..) : 319 k€



- ✓ les crédits dédiés au fonctionnement de l'unité PHV des Nénuphars : 143 k€
  - ✓ des crédits complémentaires alloués aux ESMS pour l'accueil de jeunes en situation critiques : 290 k€
  - ✓ des renforts de moyens alloués aux ERHR : 236 k€
  - ✓ des actions particulières financées et engagées sur 2023 mais qui n'ont pas pu être finalisées avant la clôture de l'exercice : 189 k€
- **Les dotations aux amortissements et provisions** pour 4.748 k€, constituées principalement :
- ✓ de la dotation aux amortissements de l'exercice : 4.515 k€
  - ✓ des dotations aux provisions pour indemnités de départ à la retraite : 118 k€
  - ✓ des provisions pour risques et charges destinées à couvrir les litiges salariaux pour lesquels l'IRSAM a été engagé dans une procédure contentieuse au cours de l'exercice : 93 k€
  - ✓ une provision pour créances douteuses : 21 k€

### 3.3.2 Le résultat financier

- ✓ **Les produits financiers** s'élèvent à 826 k€, en hausse de +184 k€ par rapport à N-1. Le contexte inflationniste de l'exercice 2023 a engendré une hausse des taux de rémunération des placements financiers réalisés par l'association. Ils intègrent une reprise de provisions pour dépréciation des actifs financiers de 30 k€, devenue sans objet

Le taux de rémunération moyen de l'exercice s'établit à 2,34% pour 1,71% en 2022. La trésorerie placée totalise en moyenne 35,3 m€ sur l'exercice 2023

- ✓ D'un montant de 202 k€, **les charges financières** se composent des intérêts d'emprunts encore en cours de remboursement. Cette ligne de dépense est en augmentation par rapport à N-1 compte tenu de l'indexation du taux d'intérêt de certaines lignes de crédit (prêt PLS) sur le taux du Livret A qui a été relevé de 2% à 3% en date du 1<sup>er</sup> février 2023.

### 3.3.3 Le résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel s'établit à 893 k€ et se détaille comme suit :

- reprise de provision pour risque fiscal devenue sans objet (dégrèvement de TVA) : 563 k€
- quotes-parts de subventions virées au compte de résultat qui viennent en atténuation des dotations aux amortissements : 273 k€
- produits exceptionnels divers (nets): 16 k€
- reprise de provision pour dépréciation des immobilisations: 30 k€
- plus-values sur cessions d'actif : 24 k€
- produits (nets) sur exercices antérieurs : 17 k€

*déduction faite de :*

- une dotation aux amortissements exceptionnelle (sur leg immobilier) : 30 k€

### 3.3.4 L'impôt

L'impôt de 117 K€ est en hausse de +34 k€/n-1 en corrélation avec l'augmentation des revenus fonciers et financiers, taxables à l'IS à taux réduit respectivement 24% et 10%.

## 3.4 Les chiffres clefs du bilan

---

En ce qui concerne le Bilan de l'Association arrêté au 31/12/2023, les principales évolutions peuvent se résumer comme suit :

### 3.4.1 L'actif

#### 3.4.1.1 Les immobilisations incorporelles et corporelles

Le patrimoine mobilier et immobilier de l'Association représente en fin d'exercice une valeur brute de 119 M€ pour une valeur amortie de 58 m€. Le taux de vétusté s'établit donc en moyenne à 48%, sans changement notable par rapport à N-1

- ✓ **Les investissements** de l'exercice s'élèvent à 9 m€ et sont afférents :
  - à la mise en service du pôle Sensoriel Sud à la Réunion, intervenue en novembre 2023 pour un montant de 6,1 m€ (hors foncier et équipements)
  - à la mise en service de l'unité PHV des Nénuphars : 0,9 m€
  - au renouvellement des équipements de l'ensemble des établissements et services ainsi que la réalisation de travaux de mise en sécurité et/ou conformité des installations immobilières des différents sites d'exploitation : 2 m€
- ✓ **Les immobilisations en cours** totalisent 8.066 k€ à la clôture de l'exercice et concernent principalement les chantiers suivants :
  - ✓ 6.980 k€ : Restructuration Clairefontaine
  - ✓ 655 k€ : Construction bâtiment accueil de jour Cascavelles
  - ✓ 217 k€ : réhabilitation de la Villa Saint Louis – Marseille
  - ✓ 137 k€ : travaux divers
  - ✓ 77 k€ : matériels informatiques en attente d'installation

#### 3.4.1.2 Immobilisations financières

- ✓ **Les participations** intègrent des parts sociales (CEPAC) pour 2,5 M€, rémunérées au taux de 2,75% en 2023.
- ✓ **Les autres titres immobilisés** correspondent aux placements issus de la gestion externalisée du Compte Epargne Temps pour 721 K€. Pour mémoire, la dette sociale correspondante est inscrite au passif et réévaluée en fonction de l'évolution des rémunérations des salariés concernés.
- ✓ **Les prêts** se composent des contributions « Effort construction » versés sous forme de prêts pour 125 K€, sans changement par rapport à N-1
- ✓ Le poste « **autres immobilisations financières** » comprend les cautions versées à hauteur de 101 K€, dont 60 k€ sont afférentes aux cautions payées en 2022 lors de la prise à bail des locaux de Beth Seva à Lyon destinés à reloger les résidents du Foyer Clairefontaine durant la période des travaux de restructuration



#### 3.4.1.3 Créances clients et « comptes rattachés » et autres créances

- **Les créances clients et comptes rattachés** (4,1 m€) sont constituées des sommes dues par les organismes d'assurance maladie et par les Conseils Départementaux au titre des dotations de financement contractualisées dans le cadre des CPOM. Ce poste est en augmentation significative par rapport à N-1 (+2 m€) en raison de l'importance des crédits alloués par les ARS en seconde phase de campagne budgétaire et qui n'avaient pas été recouvrés à la clôture de l'exercice compte tenu de leur notification tardive (2<sup>ème</sup> quinzaine décembre 2023)
- **Les provisions sur actif circulant** correspondent aux créances considérées comme irrécouvrables qui totalisent 55 K€ à la clôture de l'exercice et ont été provisionnées à 100%.
- Au poste « **autres créances** » figurent les sommes dues par les autres créanciers (fournisseurs, salariés, résidents, organismes de formation ...) ainsi que les subventions à recevoir à la clôture de l'exercice. Ce poste est en forte diminution par rapport à N-1 (-2,6 m€) qui comptabilisait des subventions importantes octroyées à l'IRSAM par la Métropole de Lyon et par l'ARS pour le chantier de Clairefontaine et qui n'avaient pas été recouvrées au 31/12/2022

#### 3.4.1.4 La trésorerie

La trésorerie globale à l'actif du bilan consolidé s'élève à 50 m€ (valeurs mobilières de placement et disponibilités), en diminution de 4,5 m€ par rapport à N-1, en raison de l'autofinancement réalisé par l'Association sur les chantiers immobiliers du Pôle Sensoriel Sud et du Foyer Clairefontaine.

On notera que 3,6 m€ de valeurs mobilières de placement sont données en nantissement en garantie des emprunts contractés par l'Association

### 3.4.2 Le passif

#### 3.4.2.1 Les fonds propres

Ils s'élèvent au 31/12/2023 à 62,6 M€ et représentent 52% du total bilan ; ils témoignent de la solidité financière de l'Association.

Ils enregistrent une variation positive de +2,1 m€ par rapport à N-1 consécutive au résultat excédentaire de l'exercice (+2,4 m€) qui vient parfaire la situation nette à la clôture de l'exercice.

On rappellera qu'en application des règles comptables édictées par les règlements ANC 2018-06 et 2019-04, les provisions pour renouvellement d'immobilisations et les subventions d'investissement issues de financement privés sont comptabilisés sous la rubrique « fonds dédiés »

#### 3.4.2.2 Les provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges d'un total de 3.212 k€ à la clôture de l'exercice couvrent :

- pour 2.595 k€, les provisions pour indemnités de fin de carrière destinées à couvrir le coût salarial des départs à la retraite à intervenir au cours des 5 prochains exercices, soit 126 personnes qui devraient quitter l'Association d'ici à 2027. La dette a été ajustée au regard de la réforme gouvernementale qui a porté l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans
- pour 585 k€, les risques déclarés à la clôture de l'exercice relatifs aux actions prud'hommales engagées par certains salariés envers l'Association

- pour 32 k€, les charges relatives à l'évaluation externe pour les établissements qui seront concernés en 2024

#### 3.4.2.3 Les fonds reportés et dédiés

Est comptabilisée dans cette rubrique, la partie des ressources dédiée par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris.

Ainsi, pour être éligibles aux fonds dédiés, les projets doivent participer à la réalisation d'une cause particulière entrant dans le champ de l'objet social de l'Association et être clairement identifiables, les charges imputables aux différents projets étant individualisables.

Les fonds reportés et dédiés totalisent 30,5 m€ à la clôture de l'exercice et sont afférents :

- *aux subventions d'investissement* comptabilisées pour 0,9 m€ et afférentes à des contributions qui ne relèvent pas d'un financement public (ex : taxe apprentissage)
- *aux provisions pour renouvellement d'immobilisations* : comptabilisées pour 23,3 m€, elles demeurent en instance d'utilisation pour 8,2 m€ et sont affectées aux projets suivants:
  - construction d'un bâtiment pour l'accueil de jour des Cascavelles : 670 k€
  - projet pôle adultes Marseille (incluant la délocalisation de la MAS) : 1.233 k€
  - schéma directeur immobilier Nord Réunion : 1.010 k€
  - réhabilitation du Foyer Clairefontaine : 790 k€
  - mise en œuvre des PPI <sup>26</sup> : 1165 k€
  - schéma directeur immobilier Marseille 7<sup>ème</sup> : 319 k€
  - la mise en conformité/accessibilité des installations immobilières des ESMS avec la réglementation en vigueur ; désamiantage, SSI, réseaux eau, réseaux électriques, risques sanitaires, inspections vétérinaires, sécurisation des accès ... : 3.050 k€
- *les fonds dédiés à des mesures d'exploitation* : comptabilisés pour 6,4 M€, ils sont destinés à financer :
  - pour 1.580 k€, les mesures d'encadrement qu'il est nécessaire de mettre en place pour permettre l'accueil d'usagers en situation critique et pour accompagner la transformation et le développement de l'offre médico-sociale en la matière
  - pour 945 k€, les frais de pré-exploitation liés à la délocalisation du Foyer Clairefontaine durant la durée des travaux de réhabilitation
  - pour 614 k€ les gratifications versées aux stagiaires accueillis dans les ESMS et les frais de formation destinés à assurer la montée en compétence des professionnels au regard de la transformation de l'offre médico-sociale et de la nécessaire adaptation des pratiques professionnelles aux nouveaux publics accompagnés par l'IRSAM
  - pour 569 k€ le recrutement de professionnels para-médicaux afin de réduire la liste et les délais d'attente du CMPP : CNR alloués par l'ARS Réunion pour le financement de 5 Etp sur une durée de 6 ans
  - pour 532 k€ des dépenses diverses pour lesquelles il a été convenu avec les autorités de tarification qu'elles devaient être financées sur les dotations de financement reconductibles déjà autorisées puisque les projets ont été engagés avant le 31/12/2022 (ex : frais déménagement Pôle Sud, projet RP 974, plan ESMS numérique, projet associatif, audit décret tertiaire ...)
  - pour 488 k€, le financement de certaines actions inscrites aux CPOM Réunion et CD 13
  - pour 437 k€ le financement du dispositif répit-repos porté par l'IES La Ressource et qui demeure en 2023, financé en CNR

<sup>26</sup> PPI : Plan Pluriannuel d'Investissement

- pour 398 k€, le financement sur 3 ans d'un projet d'accompagnement spécifique pour les personnes présentant un syndrome Prader-Willi, par la création d'une équipe mobile en charge de la mise en place de partenariats opérationnels afin de proposer des solutions de répit pour ces personnes accompagnées par l'ERHR PACA-Corse
- pour 346 k€ les financements octroyés par l'ARS PACA pendant la crise sanitaire (autotests, renforts RH ....), qui n'ont pas été totalement engagés et qui seront «réfléchés » à l'occasion de la renégociation du CPOM 2024-2028
- pour 244 k€, la consolidation des moyens alloués aux ERHR
- pour 132 k€, le déploiement du DUMS <sup>27</sup> à la Réunion
- pour 113 k€, le financement de l'unité PHV des Nénuphars ouverte en 2023

#### 3.4.2.4 Les dettes financières

Les dettes financières s'élèvent à 6,5 m€, en diminution de 0,7 M€ par rapport à N-1, compte tenu du remboursement des emprunts en cours.

Les principaux engagements qui demeurent à la clôture de l'exercice concernent les emprunts souscrits :

- pour la construction du site du MOUFIA en 2014 auprès de la CDC (4,2 M€)
- pour le SDI de l'IRS de Provence en 2019 auprès de la SMC (1,5 M€)
- pour Ruissatel/Garlaban en 2011 auprès du Crédit Foncier (0,3 M€)
- auquel s'ajoute le solde des emprunts souscrits par l'association Clairefontaine et dont la dette a été transférée à l'IRSAM dans le cadre de l'apport partiel d'actif du 01/01/2022 : 0,2 m€

Le ratio d'indépendance financière de l'association reste très favorable et s'établit à 10%.

#### 3.4.2.5 Les dettes de fonctionnement

**Les dettes fournisseurs** (2,9 M€) n'enregistrent pas de variation significative par rapport à 2022. Le délai de paiement des fournisseurs s'établit en moyenne à 59 jours en 2023.

**Les dettes fiscales et sociales** (8,8 m€) sont en diminution par rapport à n-1 (-0,4 m€) car l'exercice précédent prenait en compte à la clôture les revalorisations salariales (valeur du point indiciaire à effet rétroactif du 1<sup>er</sup> juillet 2022) qui n'avaient pas été versées à la clôture de l'exercice 2022

#### 3.4.2.6 Les dettes diverses

Ces postes comprennent les dettes auprès des fournisseurs d'immobilisations pour 2,2 M€ et des dettes diverses pour 1,6 M€. Ce poste est en hausse par rapport à N-1 compte tenu des programmes d'investissement en cours à la clôture de l'exercice qui génèrent des encours importants (Clairefontaine notamment)

#### 3.4.2.7 Les produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance (1,3 M€) sont afférents aux régularisations tarifaires inhérentes au financement en prix de journée globalisé, et aux frais de séjour des « amendements Cretons », perçus au titre de l'exercice et qui feront l'objet d'une reprise par les autorités de tarification lors de la détermination de la base budgétaire N+1 ou N+2.

---

<sup>27</sup> DUMS : Dossier de l'Usager Médico-Social

### 3.5 Affectation du résultat

Comme énoncé précédemment, déduction faite de toutes les charges et de tous les amortissements et provisions, les comptes qui vous sont présentés au titre de l'exercice 2023 font ressortir un excédent comptable de 2.399.363 €

Conformément aux dispositions de l'article R.314-43 du CASF<sup>28</sup>, les résultats des établissements sous gestion contrôlée sont affectés conformément aux dispositions prévues dans les Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens, sous réserve du respect des équilibres budgétaires et financiers des ESMS.

Par voie de conséquence, l'affectation du résultat proposée ci-après est soumise à la validation des autorités de contrôle et de tarification à intervenir en N+1

Compte tenu de ces éléments, il est proposé à l'Assemblée Générale d'affecter le résultat consolidé de l'exercice 2023 d'un montant de +2.399.363 € comme suit :

- ✓ +856.690 € au compte « réserve de compensation des charges d'amortissements » (cpte 106857)
- ✓ +539.832 € au compte « résultat affecté au financement de mesures d'exploitation » (cpte 11503)
- ✓ +499.621 € au compte « autres réserves » (cpte 10688)
- ✓ +432.058 € au compte « réserve de compensation des déficits » (cpte 106856)
- ✓ +387.746 € au compte « report à nouveau » (cpte 1150)
- ✓ -296.380 € en diminution du compte « résultat affecté au financement de mesures d'exploitation » (cpte 11504)
- ✓ -20.204 € au compte « dépenses rejetées par les autorités de tarification » (cpte 11591)

D'autre part, il est proposé à l'Assemblée d'affecter le compte report à nouveau déficitaire figurant au passif du bilan du Foyer Clairefontaine pour un montant de 35.394 € en diminution du compte 106856 – réserve de compensation des déficits.

## 4 Perspectives et projets 2024

### 4.1 Perspectives 2024

- L'année 2024 sera consacrée à la mise en œuvre opérationnelle des orientations stratégiques définies dans le **Projet Associatif** 2023-2027
- L'année 2024 sera marquée par le renouvellement de plusieurs **Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens** :
  - ✓ le CPOM avec l'ARS PACA (2024-2028) concerne les IES et SESSAD Arc en Ciel et IRS de Provence, la MAS Les Chanterelles, les EAM Garlaban et Glycines ainsi que le Siège Social. Les premières réunions de travail avec l'ARS PACA se sont déroulées au 1<sup>er</sup> semestre 2024 et la signature du contrat devrait intervenir avant la fin de l'année. Dans le cadre de la renégociation de ce contrat, il devra également être procédé au renouvellement de l'agrément des frais de siège social pour la prochaine période quinquennale
  - ✓ le CPOM avec le CD 06 (2024-2028) qui concerne le Complexe Apraxine, devrait être signé d'ici à l'été 2024

<sup>28</sup> CASF : Code de l'Action Sociale et des Familles

- Au cours de l'année 2024, les établissements Pailles en Queue, SAMSAH, Cascavelles et Primevères, seront soumis à la procédure d'**Evaluation** qui se déroulera dans le cadre du nouveau référentiel déterminé par l'HAS. Les résultats de cette évaluation conditionneront le renouvellement de l'autorisation médico-sociale des établissements concernés
- ✓ Par ailleurs, l'IRSAM poursuivra en 2024 les **Etudes et Développements d'Activité** déjà initiés en 2022 et 2023, avec :
  - *la reprise en gestion (par l'IRS de Provence) du Service d'Accompagnement Familial et d'Education Précoce - SAFEP 84* qui accompagne sur le département du Vaucluse, en milieu ordinaire, 10 jeunes enfants déficients auditifs, âgés de 0 à 3 ans. Le transfert des autorisations médico-sociales et des salariés attachés à ce service (3,5 Etp) est prévu à effet du 1<sup>er</sup> juin 2024.
  - En réponse à des appels à projets publiés par les Conseils Départementaux de la région PACA, l'association a été retenue pour développer trois *projets d'habitat inclusif* et mobiliser pour cela l'Aide à la Vie Partagée. Il s'agit de créer :
    - ✓ sur Marseille 11<sup>ème</sup>, en colocation 4 logements pour des personnes déficientes auditives (ouverture prévue juillet 2024)
    - ✓ sur Marseille 7<sup>ème</sup>, dans un même ensemble immobilier, 4 logements individuels pour des personnes déficientes visuelles (ouverture prévue 2<sup>ème</sup> semestre 2025)
    - ✓ sur Nice, 6 appartements en inclusion dans la cité pour des personnes déficientes sensorielles (ouverture prévue : courant 2027)

## 4.2 Projets d'investissements

---

Les projets d'investissement 2024 concernent plus particulièrement :

### A la Réunion

- ✓ La construction d'un bâtiment dédié à l'accueil de jour aux *Cascavelles* pour un budget estimé à 2 m€ : cette construction de 500 m<sup>2</sup> vise à offrir aux 16 personnes accueillies quotidiennement sur cette unité (et aux professionnels les accompagnant), un espace adapté et sécurisé qui faisait défaut depuis l'ouverture de l'établissement en 2008 et qui devrait être livré en octobre 2024.
- ✓ Le *Schéma Directeur Immobilier Nord Réunion* qui a été initié en 2023 et qui d'ores et déjà s'articule autour :
  - du Projet Bleu Mascarin qui vise à délocaliser en centre-ville de St Denis, le CAMSPS Les Jacarandas, sur un terrain appartenant à la mairie : appel à projet de la commune de St Denis pour une cession foncière dans le cadre d'un programme d'aménagement urbain (Projet Prunel)
  - de la relocalisation du CRCSI sur un lieu qui reste à définir, étant précisé que l'ARS recommande une implantation dans l'enceinte du CHU compte tenu de l'activité d'hospitalisation de jour que le Groupement va développer.
  - d'une nouvelle implantation de l'antenne Ouest de la Ressource et de l'ERHR sur la commune de St Paul

### En Métropole

- ✓ Les travaux de restructuration du *Foyer Clairefontaine* se poursuivent. Les résidents devraient pouvoir réinvestir les locaux de l'impasse des jardins en décembre 2024. Le budget de cette opération est estimé à 16,5 m€

- ✓ L'association a obtenu le permis de construire pour la rénovation de la Villa St Louis située au 64 rue Vauvenargues. Sur ce site, l'association prévoit :
  - la création de 10 logements (T1 ou T2) destinés pour 4 d'entre eux à accueillir des personnes en situation de handicap en habitat inclusif, pour 2 autres à délocaliser les appartements tremplin des Nénuphars (Lotus 1 et 2), les 4 autres étant mis à bail auprès de particuliers
  - le développement (possiblement sous le statut d'entreprise adaptée) d'un « tiers-lieu » où pourraient travailler des personnes en situation de handicap pour proposer une offre de petite restauration dans un espace de convivialité disposant d'un grand espace extérieur. Le budget de l'opération est estimé à 2,7 m€ : la consultation des entreprises est en cours (appels d'offres), les travaux, d'une durée de 15 à 18 mois, devraient démarrer à l'été 2024.
- ✓ Le projet de délocalisation de la MAS Les Chanterelles sur le site de Marseille 11<sup>ème</sup> : à ce jour, le montage juridique de cette opération, qui intègre également la restructuration des infrastructures immobilières des établissements Ruissatel et Garlaban, a été arrêté.

Le recours à un bailleur social a été validé par le Bureau du Conseil d'Administration du 2 mai 2024. Les premières études de faisabilité devraient pouvoir être présentées aux autorités de tarification et de contrôle, pour une validation du programme d'investissement, courant du second semestre 2024
- ✓ Dans la continuité des études réalisées en 2023, l'association poursuivra le travail engagé pour la réhabilitation des infrastructures immobilières du Complexe Apraxine, en lien avec le déploiement de nouveaux dispositifs prévus sur le site (service accueil de jour), tels que prévus au CPOM
- ✓ On rappellera également que l'association devra également engager d'ici 2025, le schéma directeur immobilier du Site Notre Dame à Marseille.

## 5 Evènements postérieurs à la clôture

- Comme indiqué supra (§4.1), l'IRSAM a repris en gestion le SAFEP 84 situé à Avignon. Par arrêté n° DD84-0124-0647-D- DOMS/DPH-PDS/DD84 N° 2024-046 du, l'ARS a entériné la cession de l'autorisation médico-sociale du Centre Hospitalier de Montfavet à l'IRSAM à effet du 1<sup>er</sup> juin 2024. Ce transfert d'agrément reste sans impact sur les comptes annuels arrêtés au 31/12/2023.
- Dans sa séance du 15 mai 2024, le Bureau du Conseil d'Administration a décidé de ne pas mettre en place l'emprunt souscrit auprès de la CEPAC pour un nominal de 6 m€. En application des clauses du contrat, dans la mesure où aucun appel de fonds n'a été effectué dans les 15 mois après sa signature, celui-ci devient caduque, sans qu'aucune indemnité ne soit due au titre de cette caducité. Cette situation reste donc sans impact sur les comptes de l'exercice 2023. Les placements financiers nantis pour garantir ce crédit, d'une contrevaletur de 3 m€ seront libérés courant 2024.

Nous n'avons pas d'autres évènements postérieurs à la clôture à signaler, susceptibles d'avoir un impact sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2023

\*\*\*